

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 31 Mai 2016
n°292



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 16 mai.

Massacres au Nord-Kivu: la société civile écrit à Joseph Kabila. Les coordinations de la société civile de Beni, Butembo et Lubero au Nord-Kivu ont adressé une lettre ouverte au chef de l'Etat Joseph Kabila sur les massacres des civils dans cette province de l'Est de la RDC. Selon le président de la société civile de Beni, Teddy Kataliko, plus de 1 000 personnes ont été tuées dans ces trois territoires depuis le mois d'octobre 2014. La société civile de Beni, Butembo et Lubero demande au président de la République « d'assumer son pouvoir régalien comme Commandant suprême des forces armées de la République ». Elle plaide pour l'évaluation de l'opération Sokoka 1 ainsi que des opérations conjointes menées par l'armée congolaise et la Monusco.

RDC : décès de François Ngombe «Me Taureau», co-fondateur du DCMP. François Ngombe Baseko dit Me Taureau, le co-fondateur du Daring club Motema Pembe (DCMP), l'un des plus vieux et plus populaires clubs de foot de la RDC, est décédé lundi 16 mai à minuit à l'âge de 94 ans. Le conseiller du club, Tshitsho Idambito l'a confirmé à Radio Okapi.

RDC: adoption des outils de lutte contre l'insécurité alimentaire. Une cinquantaine d'acteurs venus de toutes les provinces de la RDC ont adopté les outils de collecte des données sur la sécurité alimentaire et les prix des produits alimentaires de base, samedi 14 mai à Goma, à l'issue d'un atelier de six jours. 4,5 millions de personnes souffrent de l'insécurité alimentaire aiguë dans le pays, ont précisé les organisateurs lors d'une conférence de presse sanctionnant ces travaux. Pour eux, il faut une réponse coordonnée pour une solution durable. Les outils adoptés samedi à Goma comprennent notamment le mécanisme d'informations périodiques sur les prix des produits alimentaires de base. 414 marchés sélectionnés à travers les 145 territoires de la RDC seront les premiers à faire objet de ce suivi régulier. Environ 30 produits alimentaires les plus consommés en RDC ont été identifiés. Il s'agit notamment du manioc, du riz, du maïs, de la viande, du poisson et de légumes. Philippe Martou, chef de Bureau du PAM à Goma, indique que l'objectif final de ce processus est de mettre fin à l'insécurité alimentaire en RDC.

Paludisme : 141 enfants hospitalisés en un jour dans le Haut-Uélé. Cent quarante et un enfants habitant les zones de santé de Pawa et de Mangbetu-Boma dans la province du Haut Uélé ont été hospitalisés lundi 9 mai à l'Hôpital Général de Référence de Pawa à cause du paludisme d'une rare gravité. D'après le responsable adjoint des urgences de MSF/Suisse en Ituri, Florent Uzzeni, il s'agit d'une flambée meurtrière du Paludisme exceptionnel dans ces zones de santé.

Equateur : le gouvernement met en place une coordination de prévention du cholera. Le gouvernement provincial de l'Equateur a mis en place, dimanche 15 mai, une coordination de crise pour prévenir une éventuelle épidémie de choléra. Selon sa porte-parole, Mimie Engumba, quelques cas suspects de cette épidémie et des décès sont enregistrés dans 5 zones de santé de la province.

Mbuji-Mayi : plaidoyer pour l'application effective de la loi agricole. Environ cent vingt producteurs agricoles venus de cinq territoires de la province du Kasai-Oriental demandent au gouvernement congolais de mettre en place des mesures d'application de la loi agricole. A l'issue de leur réunion tenue du mercredi 11 au vendredi 14 mai, ils ont sollicité l'appui des autorités provinciales pour faire parvenir leurs requêtes à l'exécutif

national. Les organisations de producteurs agricoles du Kasai-Oriental disent militer pour faire accélérer au niveau de l'Assemblée nationale le vote du traitement des mesures d'application de la loi agricole, qui leur fait défaut.

Nord-Kivu: les cours reprennent timidement dans les écoles d'Eringeti. Toutes les quinze écoles primaires et secondaires fonctionnant dans la localité d'Eringeti, à près de 50 kms au Nord de la ville de Beni au Nord-Kivu, ont ouvert leurs portes ce lundi, «malgré certaines préoccupations sécuritaires dans la cité», mais peu d'élèves ont répondu présents, rapportent les mêmes sources.

Sud-Ubangi : les albinos bénéficient d'un don du matériel médical pour leurs traitements. L'ONG Vision mondiale a remis, dimanche 15 mai, à la Ligue pour la promotion des droits des Albinos et la lutte contre leur complexe d'infériorité(LPDALCI), basée à Gemena (Sud-Ubangi) des produits pharmaceutiques et du matériel médical afin d'assurer les soins des albinos. Luc Kafama, président de cette ligue qui a réceptionné ce don, indique qu'on y trouve des microscopes et d'autres matériels pour les analyses de laboratoire du sang des albinos et le soin de leurs yeux.

Les Nations unies « attristées » par le décès de Banza Mukalay. Les Nations unies se disent « attristées » par le décès du ministre de la Culture et des Arts, Banza Mukalay Nsungu. Le patron de la Monusco, Maman Sambo Sidikou rend hommage au travail du ministre, pour la promotion du patrimoine culturel, naturel et immatériel congolais, ainsi que la reconnaissance de la culture comme pilier du développement durable en RDC.

Ituri: les enseignants refusent d'être payés par ECOBANK. Le Syndicat des enseignants du Congo (SYECO) et le Syndicat national des enseignants catholiques (SYNECAT) en Ituri ne veulent plus percevoir leurs salaires par le biais d'ECOBANK, une banque qui assure le paiement des enseignants de la ville de Bunia. Dans une déclaration faite à la presse dimanche 15 mai, ces deux syndicats justifient leur décision par la retenue d'au moins 3500 francs congolais (3.7 dollars américains) sur le salaire de chaque enseignant. Certains enseignants affirment que la retenue réalisée par ECOBANK va de 3500 à 15000 francs par enseignant; et cela, «sans justification valable.» Dans sa correspondance du 29 mars, répondant à celle de ces syndicats, ECOBANK avait affirmé ne pas effectuer de retenue sur les salaires des enseignants, sauf pour ceux qui ont souscrit à certains services comme les SMS alertes. Une réaction qui n'a pas convaincu les enseignants.

CPI: les avocats de Bemba tentent d'obtenir la peine la plus basse possible. Les avocats de Jean-Pierre Bemba ont mis en avant lundi 16 mai à La Haye les circonstances atténuantes de leur client, jugé coupable des crimes commis par sa milice en Centrafrique, afin de convaincre la CPI de lui infliger la peine la plus basse possible. Au terme d'un long procès ouvert en novembre 2010, les trois juges de la Cour pénale internationale (CPI) avaient reconnu le 21 mars dernier l'ancien chef rebelle du nord de la République démocratique du Congo (RDC) coupable de cinq charges de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en 2002 et 2003 en Centrafrique, en vertu du principe de la « responsabilité du commandant ». Mais le quantum de la peine de M. Bemba, 53 ans, vice-président congolais de 2003 à 2006, restait encore à fixer après de nouveaux débats.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle rend le dialogue «sans objet», selon Norbert Luyeye. Le président du parti de l'opposition Union des Républicains, Norbert Luyeye, a déclaré lundi 16 mai que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel rendait le dialogue annoncé par le chef de l'Etat « sans objet ». Pour Norbert Luyeye, cet arrêt de la cour « vient de dévoiler ce qui était réellement les vraies intentions de M. Joseph Kabila ».

Mardi 17 mai.

RDC : la VSV dénonce les détentions arbitraires et prolongées. La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'homme (VSV) dénonce les détentions arbitraires et prolongées des personnes dans les cachots des services de sécurité civile ou militaire en RDC. Dans un communiqué de presse rendu public lundi 16 mai, l'ONG de défense des droits de l'homme souligne que ces personnes détenues du reste illégalement, « endurent un calvaire indescriptible suite notamment aux conditions inhumaines de détention et à la privation des visites des membres de famille, proche ou avocats ». Tout en invitant les autorités congolaises à respecter et faire respecter les droits des personnes en détention, quelques soient les motifs, la VSV recommande au gouvernement de diligenter une enquête indépendante sur la persistance des cas de détention prolongée dans les cachots ne dépendant pas des parquets en vue de traduire en justice les responsables de violation des droits des détenus.

Mitwaba : 6 morts dans une embuscade tendue par les miliciens. Cinq miliciens et un militaire congolais sont morts dans une embuscade tendue par ce groupe Mai-Mai, dans la nuit de samedi à dimanche 15 mai au village Tomombo en territoire de Mitwaba (Haut-Katanga), rapportent des sources locales. Selon les mêmes sources, trois autres militaires sont portés disparus et le commandant qui conduisait l'équipe a été blessé par balle.

RDC : le gouvernement "déterminé" à améliorer la desserte en eau et électricité d'ici 2030. Le gouvernement congolais se dit déterminé à améliorer «sensiblement la qualité de la desserte en électricité et eau potable sur toute l'étendue de la RDC d'ici 2030». Le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Matadi Nenga, l'a affirmé lundi 16 mai au Sénat. Il répondait à la question orale du sénateur Raphaël Siluvangi, relative aux modalités de mise en œuvre du traité de développement du projet grand Inga.

Nord-Kivu: déplacement massif des habitants de Bashali-Mokoto. Des populations du groupement Bashali-Mokoto dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) se déplacent en masse vers d'autres villages, ont indiqué des sources locales lundi 16 mai. Ces habitants craignent pour leur sécurité après le retrait des FARDC de cette région située à plus de 100km de Goma depuis la semaine dernière. Plusieurs localités de Bashali-Mokoto dont Kahira, Kirumbu, Mpati, Muhanga, Busumba sont abandonnées par les habitants.

ACP: «Assemblée nationale : le Premier ministre sollicite un correctif de la loi des finances 2016». Le Premier Ministre, Augustin Matata Ponyo vient de solliciter un correctif de la loi des finances de l'exercice 2016, en procédure d'urgence devant l'Assemblée Nationale, en vue d'éviter l'hyper inflation du genre de celle que le pays avait connu dans les années 1990, rapporte l'ACP. Le Chef du Gouvernement a expliqué sa démarche lundi, indiquant que «suite à la dégradation de l'environnement macro-économique et à l'amenuisement du niveau des recettes publiques, du fait de la chute du coût des produits pétroliers et miniers, il était plus que nécessaire de revisiter la loi des finances votée en décembre 2015 par l'Assemblée Nationale», indique l'ACP. Cette loi, précise-t-elle, avait fixé l'enveloppe budgétaire de l'exercice 2016 à plus de 8 000 milliards de Francs Congolais qu'il va falloir rabaisser à 6 000 milliards pour plus de réalisme et de crédibilité budgétaire, a souligné M. Matata Ponyo dans la présentation de l'économie du projet de loi rectificative sous examen.

Nord-Kivu: les FARDC reprennent le contrôle de la localité de Kahira. L'armée nationale est retournée lundi 16 mai à Kahira, une localité du groupement Bashali-Mokoto (Nord-Kivu) d'où elle s'était retirée vendredi dernier. Après le départ des FARDC, les Maï-Maï Nyatura avaient réinvesti la zone, entraînant l'exode de la population locale. Les miliciens ont de nouveau vidé les lieux au retour des FARDC. C'est suite aux réclamations des populations et des notables de la région que les FARDC sont revenues à Kahira.

RDC : vols inauguraux de deux nouveaux avions de Congo Airways. La compagnie Congo Airways a inauguré, mardi 17 mai à l'aéroport international de N'djili de Kinshasa, les vols de ces deux nouveaux avions bombardiers Q400 surnommés « Kimpa Vita » et « Annuarite Nengapeta ». Selon le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, ces aéronefs ont été achetés sur fonds propre du Gouvernement.

Ituri : deux membres du Front citoyen interpellés à Bunia. Les services des renseignements ont interpellé, lundi 16 mai à Bunia, la coordinatrice du Front citoyen en Ituri et le porte-parole de cette plate-forme de l'opposition. Il leur reproché d'avoir annoncé à certains chefs des quartiers de Bunia, l'organisation le 26 mai prochain d'une marche de protestation contre le dernier arrêt de la Cour constitutionnelle, relatif au mandat du président de la République.

Nord-Kivu: des FDLR accusées de plusieurs exactions à Mutanda et Kihondo. Les rebelles rwandais des FDLR tuent, pillent et extorquent les biens des populations des groupements de Mutanda et Kihondo au Nord-Kivu, a dénoncé lundi 16 mai le Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO). Plusieurs cas de pillages et d'attaques de maisons par les FDLR sont enregistrés dans les localités de Kikuku et Bwalanda, selon le CEPADHO. Dans la nuit du 10 mai, un homme aurait été abattu par ces rebelles, en présence de sa famille.

Retour au calme après des manifestations populaires à Fizi. Le calme est revenu mardi 17 mai dans la matinée dans le secteur de Tanganyika, en territoire de Fizi (Sud-Kivu), où des manifestations populaires ont bloqué la veille la circulation sur la route nationale numéro 5, entre Uvira et Baraka. Les manifestants revendiquaient les avantages promis par le gouvernement congolais à travers la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) pour l'installation des réfugiés burundais au camp de Lusenda à la suite des troubles politiques dans leur pays.

Le 17 mai 1997, l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila prenait le pouvoir à Kinshasa. Dix-neuf ans sont passés depuis que l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) prenait le pouvoir à Kinshasa. Laurent-Désiré Kabila qui en était le porte-parole prenait les rênes du pouvoir depuis Lubumbashi, ville qui était tombée entre les mains de la rébellion plusieurs mois plus tôt. Le 17 mai 1997, les soldats de l'AFDL entraient triomphalement dans la capitale du Zaïre qui sera rapidement rebaptisée République démocratique du Congo. L'entrée de l'AFDL à Kinshasa mettait fin à 32 ans d'un régime dictatorial. Les soldats de l'Alliance sont entrés à Kinshasa à pied dans sa partie Est. L'affrontement tant redouté dans la capitale entre les rebelles et les forces loyales à l'ancien régime n'eut pas lieu. Samedi 17 mai 1997 au matin, les habitants des

communes de Masina et Kimbanseke s'étaient massés le long du Boulevard pour voir de plus près ces petits soldats chaussés des bottes en caoutchouc qui avaient réussi à chasser du pouvoir le président Mobutu.

Mercredi 18 mai.

Edem Kodjo: «Il n'est pas exclu que l'on fasse préparer le dialogue par un groupe de travail». Nommé en avril dernier facilitateur du dialogue en RDC, l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo reconnaît faire face à « quelques difficultés à surmonter ». Alors qu'il l'avait annoncé lors de sa première conférence de presse, le comité préparatoire n'est toujours pas mis en place.

Crimes en Centrafrique: l'accusation de la CPI demande "25 ans minimum" contre Bemba. Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale a requis mercredi "au minimum 25 ans" de prison contre l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, reconnu coupable de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis par sa milice en Centrafrique. "Il y a deux circonstances aggravantes : la commission des crimes à l'encontre de victimes particulièrement vulnérables et la commission de ces crimes avec une cruauté toute particulière", a affirmé un représentant du procureur, Jean-Jacques Badibanga.

17 mai : Eve Bazaiba appelle les partisans du MLC à « se prendre en charge ». La secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC), Eve Bazaiba, a appelé, mardi 17 mai, tous les partisans de son parti à « se prendre politiquement en charge » tel que l'avait recommandé l'ancien président Laurent-Désiré Kabila à tous les congolais. « Mzee Laurent-Désiré a laissé deux choses comme héritages en termes de testament. Un, ne jamais trahir le Congo. Deux, Congolais prenez-vous en charge et même politiquement », a affirmé Eve Bazaiba, à l'occasion de la commémoration du 19e anniversaire de l'entrée de l'AFDL à Kinshasa.

Massacre de Beni : une journée de deuil décrétée vendredi 20 mai au Sud-Kivu. La société civile du Sud-Kivu a décrété une journée de deuil qui sera organisée vendredi 20 mai sur toute l'étendue de la province en mémoire des personnes tuées à Beni ces dernières semaines. Dans un communiqué publié mardi 17 mai, cette organisation se dit « profondément choquée par les tueries des civils innocents, majoritairement des femmes et des enfants ».

Gemena : 3 000 enfants bénéficieront gratuitement d'actes de naissances. Trois mille enfants de Gemena (Sud-Ubangi) vont bénéficier gratuitement d'actes de naissance, grâce à l'appui de l'ONG Vision mondiale, a annoncé mercredi 18 mai la division provinciale des Affaires sociales. Vision mondiale a consenti des moyens pour l'organisation d'une audience publique au tribunal de Grande instance de Gemena, en vue d'aider les parents à obtenir les jugements supplétifs pour leur permettre de les présenter dans leurs maisons communales respectives. C'est sur base de ce document qu'ils pourront obtenir l'acte de naissance, précise la division provinciale des Affaires sociales.

Kinshasa accueille la deuxième édition d'un festival de lutte contre le paludisme. Kinshasa accueillera ; samedi 28 mai, la deuxième édition du festival socio-culturel «Mobilisation des élèves pour vaincre le paludisme» (MEPAV). Ce projet de lutte contre le paludisme dans les milieux ruraux a été initié par deux ONG, « Ired Africa » et « Gong d'Afrique ». Les élèves d'une dizaine d'écoles de la périphérie de la capitale sont ciblés par cette sensibilisation.

Kolwezi: un mort dans des échauffourées entre creuseurs clandestins et policiers. Des échauffourées ont opposé mardi 17 mai au quartier Lulu de la ville de Kolwezi (Lualaba) les creuseurs artisanaux aux policiers congolais. La Police nationale congolaise (PNC) et la société civile locale qui font le bilan de cette tension parlent d'un mort et de plusieurs dégâts matériels. Les sources locales renseignent que ces incidents se sont produits au moment où la police chassait les creuseurs clandestins du site minier de l'entreprise minière Rulco qui exploite le cuivre et le cobalt.

Comité préparatoire du Dialogue : l'UDPS promet la liste de l'opposition « dans quelques heures ». La liste des membres de l'opposition qui vont prendre part au comité préparatoire du dialogue politique convoqué par le président Joseph Kabila sera transmise « dans quelques heures », révèle mercredi 18 mai, Bruno Tshibala, porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) à Radio Okapi. « Le président de l'UDPS, chef de fil de l'opposition, entend régler dans quelques heures cette question de la liste de l'opposition. Il va falloir aller rapidement au comité préparatoire », affirme Bruno Tshibala.

Tueries de Beni : la société civile du Nord-Kivu décrète trois journées ville morte. Les coordinations des sociétés civiles du Nord-Kivu ont lancé, mercredi 18 mai, trois Journées ville morte dans les territoires de Beni, Butembo et Lubero au Nord-Kivu. D'après leur communiqué publié le lundi dernier, c'est une façon pour la population de cette province d'honorer la mémoire de plus de mille civils massacrés depuis deux ans dans le

grand nord de cette partie Est de la RDC. La commune rurale d'Oicha, les localités d'Eringeti et Mbau, à Lubero-centre ainsi que les villes de Beni et Butembo ont suivi les recommandations de cette première journée.

Contrôle parlementaire: le député Mbindule accuse le Premier ministre «d'outrage». Réagissant à un communiqué de la Primature sur la pratique du contrôle parlementaire, le député de l'opposition Crispin Mbindule, initiateur de la question orale relative au bilan des quatre ans du Premier ministre, a accusé mercredi 18 mai le chef du gouvernement « d'outrage » à l'Assemblée nationale. Le communiqué de la Primature du 13 mai dernier mentionne que certaines initiatives de contrôle parlementaire présentées par des députés de l'opposition proviennent en fait de la majorité. «Il est bien établi que, plus d'une fois, des questions orales, interpellations et motions adressées à certains membres du gouvernement et au Premier ministre par quelques Députés de l'Opposition proviennent en réalité des membres de la Majorité et même de Parti auquel nous appartenons. Cela est bien connu des instances tant de la famille politique que du Parti, et des preuves irréfutables existent», peut-on lire dans ce communiqué. Pour le député Mbindule, ces affirmations portent outrage à l'Assemblée nationale.

La Monusco pilonne des positions des ADF à Beni. Le porte-parole intérimaire de la Monusco, Charles Bambara, a déclaré mercredi 18 mai que les forces de la Monusco pilonnent des positions des rebelles ougandais ADF à Beni au Nord-Kivu. Charles Bambara a indiqué que des troupes de la Monusco sont aux côtés des militaires congolais « pour les appuyer dans cette action de reconquête de certaines positions ADF dans cette partie du Grand Nord ».

L'OCC saisit 6,5 tonnes des produits périmés à Lufu. L'Office Congolais de contrôle(OCC) a saisi en deux semaines 6,5 tonnes des produits impropres à la consommation, rapporte Théophile Selubanzi, le directeur de cet office à Lufu. Il indique que parmi ces produits, il y avait notamment 2,5 tonnes de la bière Heineken, 2,5 tonnes des liqueurs en sachets et 1,5 tonne des boissons sucrées, des jus de mangue et de haricot. Les inspecteurs de l'OCC ont transmis ce dossier au parquet qui a procédé à l'incinération de ces marchandises.

Une opération de traque des Kulunas lancée à Kikwit. Une opération de traque des délinquants appelés Kulunas a été lancée dans la ville de Kikwit au Kwilu. Selon le maire de la ville, Jean-Claude Mungala, plus de 30 personnes ont été arrêtées dans la nuit de lundi à mardi 17 mai dans le cadre de cette opération. Quatorze d'entre elles jugées innocentes auraient été libérées.

RDC: la Raw Bank revendique 1,086 milliards USD de total de bilan en 2015. La Raw Bank a passé le cap du milliard de dollars de total de bilan en 2015, révèle Thierry Taeymans, administrateur directeur général de cette institution bancaire. Le total du bilan de cette banque s'élève à 1,086 milliards de dollars américains, soit 20% du total des bilans de l'ensemble des banques en RDC, indique le rapport d'activités de la Raw Bank publié mercredi 18 mai. Le rapport 2015 de cette banque attribue ce succès l'attention portée sur le ratio de solvabilité qui s'élève à 26,4 %, à la liquidité qui est largement suffisante et au portefeuille de crédits qui est bien maîtrisé. Pour les deux prochaines années, la banque souhaite notamment étendre son réseau d'agences pour renforcer ses services de proximité.

Jeudi 19 mai.

La loi de finances rectificative déclarée recevable à l'Assemblée nationale. Le projet de loi de finances rectificative de l'exercice 2016 a été déclaré recevable mercredi 18 mai à l'Assemblée nationale. Si ce projet est finalement adopté, le budget de la RDC adopté en décembre 2015 à environ 8 milliards dollars américains va être réduit de deux milliards de dollars. Au cours de la plénière de ce mercredi, le Premier ministre qui répondait aux questions des députés a avancé les raisons de la réduction du budget. Il a notamment évoqué la baisse du prix des matières premières.

Insécurité à Beni : les députés du Nord-Kivu prêts à renoncer à leurs mandats. Les vingt-sept députés élus du Nord-Kivu qui ont récemment boycotté les séances plénières à l'Assemblée nationale menacent de quitter définitivement l'hémicycle, si le gouvernement ne trouve pas de solution à l'insécurité qui sévit dans la ville de Beni. Dans une déclaration faite mercredi 18 mai à Radio Okapi, ils disent accepter « d'être égorgés avec les autres ».

Maniema : 4 morts dans une attaque à l'arme blanche à Kaselebela-Kunda. Quatre personnes sont mortes dans la nuit de mardi à mercredi 18 mai dans une attaque à l'arme blanche dans le village Kaselebela-Kunda, situé à 22 kilomètres de Salamabila (Sud du Maniema). Des hommes armés non identifiés se sont infiltrés nuitamment dans ce village avant de massacrer à l'arme blanche le directeur de l'Ecole primaire Kaselebela, Shabani Ramazani et l'épouse de son fils. Ils ont ensuite incendié sa maison avec deux des fils de la victime dedans.

Kasaï : plus de 4 000 villages exposés aux risques des maladies tropicales négligées. Environ quatre mille deux cent trente villages et localités des dix-huit zones de santé que comptent de province du Kasaï sont exposés aux risques des maladies tropicales négligées. Le médecin coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre ces maladies, Dr Peter Mpoma, qui a fait cette alerte mardi 17 mai, évoque entre autres l'onchocercose, la filariose lymphatique, les schistosomiasis, les vers intestinaux et les trachomes.

Le « Prix Equateur » décerné à une ONG congolaise. La Dynamique des groupes des peuples autochtones, une ONG congolaise œuvrant dans le domaine de l'environnement, a reçu mercredi 18 mai le « Prix Equateur » édition 2015. C'est une récompense biennale qui encourage les initiatives des communautés locales du tiers-monde qui développent un projet visant au développement économique durable par la préservation de la biodiversité.

RDC : l'épidémie de choléra déclarée à l'Equateur. L'épidémie de choléra est déclarée dans l'Equateur, a confirmé jeudi le gouverneur de la province, Tony Bolamba, dans un communiqué officiel lu mercredi 18 mai devant la presse. Selon lui, cette maladie est confirmée après des analyses des échantillons à l'Institut national des recherches biologiques (INRB) à Kinshasa.

Insécurité à Beni : la société civile invite la population à l'incivisme fiscal. La société civile du Nord-Kivu appelle les populations des territoires de Beni et Lubero à ne pas payer des taxes ni d'impôts, « tant que la paix ne sera pas rétablie dans cette région ». Les responsables de la cette structure citoyenne veulent, de cette façon, faire pression au gouvernement pour qu'il rétablisse l'autorité de l'Etat et restaure la sécurité dans ces territoires.

Maniema : des ONG accusent les forces de sécurité de tracasseries. Le collectif des Associations et ONG du secteur de développement en territoire de Pangi (Maniema) accusent les services de sécurité d'opérer des tracasseries dans cette partie de la province. Ce collectif, a indiqué jeudi 19 mai, que les forces de sécurité se livrent à l'extorsion des biens, arrestations arbitraires, tortures, érection des barrières, rançonnement de l'argent à Kampene, Lubile et même au chef-lieu du territoire de Pangi.

RDC: Moïse Katumbi inculpé pour recrutement de mercenaires. La télévision publique congolaise (RTNC) a annoncé jeudi 19 mai l'inculpation de Moïse Katumbi pour «recrutement de mercenaires». «Moïse Katumbi a été formellement inculpé par le Parquet pour recrutement de mercenaires. Un mandat d'arrêt provisoire a été émis ».

Les catholiques de la RDC, du Burundi et du Rwanda se mobilisent pour la paix. Les catholiques du diocèse de Cyangugu au Rwanda, de Bukavu en RDC et du Burundi ont marché ensemble, jeudi 19 avril à Bukavu (Sud Kivu) pour promouvoir la cohabitation pacifique entre les peuples. Pour le directeur de la commission diocésaine Justice et Paix de l'archidiocèse de Bukavu, l'Eglise veut rassembler le peuple, là où les pouvoirs éprouvent des difficultés.

Le corps de Beaudouin Banza Mukalay exposé au Palais du peuple de Kinshasa. Le corps de l'ancien ministre de la Culture, Baudouin Banza Mukalay Sungu est exposé jeudi 19 mai au palais du Peuple de Kinshasa. Les derniers hommages lui sont rendus par plusieurs personnalités, avant que sa dépouille ne soit conduite vendredi à Lubumbashi (Haut-Katanga).

Bunia: Eco Bank dément réaliser des «retenues» dans les salaires des enseignants. Eco Bank dément réaliser des retenues à la source dans les salaires des enseignants de Bunia dont la banque est chargée de la paie. Pour Eco Bank, il ne s'agit pas des retenues opérées sur les salaires des fonctionnaires mais plutôt des frais de tenue de compte prélevés par la banque.

Kinshasa: les syndicats de la SCTP réclament les recettes de la redevance logistique terrestre. L'Intersyndicale de la Société commerciale des Transports et Ports (SCTP), ex-Onatra, accuse le gouvernement à utiliser les recettes de la redevance logistique terrestre à des fins autres que celles liées à l'entreprise. Cette redevance avait été mise en place pour la relance de chemin de fer. L'Intersyndicale s'inquiète du fait que plus de 50 millions de dollars américains déjà générés par cette taxe sont bloqués par le gouvernement et affectés à des fins non liées à l'activité de l'entreprise.

Vendredi 20 mai.

L'hôtel Faden House appartenant à Martin Fayulu scellé à Kinshasa. L'Hôtel Faden House appartenant au député de l'opposition Martin Fayulu a été scellé jeudi 19 mai à Kinshasa. Selon le secrétaire général du parti de M. Fayulu, Devos Kitoko Mulenda, l'établissement a été fermé par la Direction générale de recettes de Kinshasa (DGRK) pour non-paiement de taxes. Le secrétaire général de l'Ecidé affirme pourtant que le chef de son parti est en règle avec le fisc. Il raconte que des policiers et agents de la DGRK sont arrivés à l'hôtel pour le sceller alors que « Martin Fayulu paie très bien ses impôts ».

Procès Bemba: les juges ne sont pas liés par le réquisitoire du procureur, estime Henri Thomas Lokondo.

Le député Henri Thomas Lokondo estime que les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ne sont pas liés par le réquisitoire de la procureure qui a requis au minimum 25 ans de prison contre Jean-Pierre Bemba reconnu coupable de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis par sa milice en Centrafrique. «Je sais que l'avis de la procureure ne lie pas les juges, mais demander 25 ans au minimum, elle indique déjà comment les choses vont se présenter. Espérons que la cour va tenir compte de ce qu'ont dit les avocats de Jean-Pierre Bemba sinon ce sera vraiment une injustice qui va réveiller les esprits des africains pour considérer que la CPI n'a pas été fait pour tout le monde», a déclaré jeudi 19 mai le député Lokondo au cours d'une conférence de presse.

Mbuji-Mayi : 24 détenus tuberculeux transférés à l'hôpital général de Dipumba. Vingt-quatre détenus souffrant de tuberculose dans la prison centrale de Mbuji-Mayi ont été transférés ce vendredi 20 mai à l'hôpital général de référence de Dipumba pour de soins appropriés.

Ituri : une rumeur d'attaque armée fait fuir les habitants d'Idohu. Les habitants de la localité d'Idohu, située à environ 105 km au Sud de Bunia, ont abandonné dans la nuit du mercredi à jeudi 19 mai leurs habitations pour se réfugier dans la brousse. D'après des sources locales ils auraient fui une probable attaque d'hommes armés aperçus aux abords de leur village par un des autochtones.

Nord-Kivu : 500 agents de sécurité formés sur la protection de l'enfant. La section protection de l'enfant de la Monusco a clôturé jeudi 19 mai à Kitshanga dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu), une série de formations des agents de sécurité sur la protection de l'enfant en situation des conflits armés. Au moins 500 militaires, policiers, agents de l'Agence nationale de renseignement (ANR) et de la Direction générale des migrations (DGM) répartis sur cinq sites ont participé à ces séances.

Uvira : deux combattants Maï-Maï capturés à Kibirizi. Deux combattants Maï-Maï ont été capturés au cours d'un accrochage à Kibirizi, dans la basse plaine de Mutarule dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu), a déclaré vendredi 20 mai à Radio Okapi, le commandant du 3304^e régiment de l'armée congolaise dans la plaine de la Ruzizi, le colonel André Ehonza. Dix jours après le lancement de la traque des groupes armés locaux dans la zone, il précise que la position la plus avancée de ses troupes se trouve à Kigushu, sur les montagnes de Mulenge.

Kisangani : formation en informatique à Ubuntu. A 125 km au sud de Kinsangani, dans la province de Tshopo, plus de cinquante personnes du territoire d'Ubuntu suivent une formation en informatique depuis le début de la semaine. Ces 54 personnes, issues de plusieurs localités, forment le premier d'une longue liste de groupe de formation, et apprennent notamment l'utilisation du logiciel de saisie Microsoft Word. Ce projet de la société civile de Tshopo en partenariat avec celle d'Ubuntu vise à former une compétence locale en saisie informatique.

Journée de deuil en mémoire des victimes des massacres de Beni. Quelques écoles et magasins de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) n'ont pas ouvert leurs portes, suivant la consigne de la société civile du Sud-Kivu, appelant à une journée de deuil en mémoire des victimes des massacres de Beni. De nombreuses personnes de noir vêtues s'étaient fixées rendez-vous devant le bureau de coordination de cette structure avec des bouts de papier sur lesquels on pouvait lire : «Je suis Beni et je ne dois pas continuer à garder silence face aux massacres car Beni n'est pas une boucherie».

Lubumbashi : plus de 2 000 ménages privés d'eau depuis deux jours. Les habitants de Lubumbashi, particulièrement ceux de Mwela Pande et Kalangile sont touchés par une pénurie d'eau depuis deux jours. Cette situation est due au vol de 50 mètres de tuyau transportant l'eau en provenance des usines de l'entreprise minière Tenke Fungurume Mining. Il s'agit du 5^{eme} cas de vandalisme enregistré en deux semaines.

RDC : 284 établissements scolaires endommagés en RDC suite aux conflits, selon l'Onu. Deux cent quatre-vingt-quatre établissements scolaires ont été endommagés ou détruits en RDC suite aux conflits, de mars 2015 à mars 2016, indique un communiqué de presse de l'Unicef. Ces conflits menacent non seulement le bien-être des enfants mais aussi l'avenir de toute une génération, principalement les filles, qui sont les plus touchées, se plaint l'agence de l'Onu pour les enfants. L'Unicef indique, en ce qui concerne la RDC, que près de quatre millions d'enfants sont touchés par les conflits, particulièrement dans les provinces de l'Est du pays. Près de 20 ans de conflit ont eu des conséquences sur la scolarité des enfants, rappelle le communiqué.

L'inculpation de Moïse Katumbi : les ONG dénoncent des pressions politiques sur les magistrats. L'opposant Moïse Katumbi a été inculpé, jeudi 19 mai, pour «atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat» et placé sous mandat d'arrêt provisoire, par le Parquet général de la République. Les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme qui réagissaient à cette inculpation ont dénoncé, le même

jeudi, dans un communiqué de presse, ce qu'elles qualifient de « pression que les politiques exercent sur les magistrats ».

RDC: la CENI veut enrôler entre 42 et 52 millions d'électeurs. «Fin juillet, nous allons devoir commencer l'opération d'enrôlement», a réaffirmé vendredi 20 mai le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa. Selon lui, entre 42 et 52 millions d'électeurs devront être enrôlés lors de cette opération. Pour réaliser cette opération, la Commission électorale nationale indépendante doit attendre impatiemment la révision par le Parlement de la loi électorale et de la loi sur l'enrôlement des électeurs pour déclencher le processus de révision du fichier électoral.

Jean-Claude Muissa : « Martin Fayulu n'est pas en règle avec la DGRK ». Jean-Claude Muissa, directeur général de la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) a indiqué, au cours d'une conférence de presse vendredi 20 mai à Kinshasa, que Martin Fayulu, dont l'hôtel est scellé, n'était pas en règle avec son institution. Il ne s'agit pas, a-t-il insisté, d'un problème politique, mais plutôt fiscal. Il a lancé un défi à quiconque lui apporterait les preuves de paiement de l'impôt foncier que l'hôtel Faden House doit à la ville de Kinshasa.

Moïse Katumbi évacué pour des soins en Afrique du Sud. Le gouverneur honoraire de l'ex-Katanga, Moïse Katumbi, a été évacué dans un avion médicalisé vendredi 20 mai soir vers l'Afrique du Sud pour des soins appropriés. L'évacuation de M. Katumbi fait suite à l'autorisation accordée par le Procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, vendredi 20 mai. Il répondait à une requête en expatriation de Moïse Katumbi pour des raisons des soins médicaux en Afrique du Sud, introduite par le bâtonnier Jean-Joseph Mukendi wa Mululmba, l'un des avocats du prévenu.

Samedi 21 mai.

Edem Kodjo: «Il n'y aura pas de dialogue politique sans l'UDPS ». «Il n'y aura pas de dialogue politique sans l'UDPS. Tout peut commencer en attendant la liste de l'opposition qui devrait être présentée par l'Union pour la démocratie et le progrès social. Mais tout peut encore s'arrêter si l'opposition ne vient pas à ce forum», a déclaré vendredi 20 mai le facilitateur du dialogue national en RDC, Edem Kodjo, lors d'une conférence de presse à Kinshasa. A cette même occasion, il a présenté la liste de dix délégués de la société civile dont le groupe de travail a commencé le même jour les travaux préparatoires du dialogue.

Assemblée nationale : l'examen de la révision de la loi électorale mis sous réserve. L'examen de la révision de la loi électorale est mis sous réserve, en attendant la tenue du dialogue politique. L'Assemblée nationale en a ainsi décidé, lors de sa plénière de vendredi 20 mai, sur proposition du vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur, Evariste Boshab. La chambre basse devrait débattre sur deux projets de loi. Celui portant sur la modification de la loi sur l'identification et celui portant sur l'enrôlement des électeurs en République démocratique du Congo. Dans son intervention à la plénière, Evariste Boshab a insisté sur l'importance de réviser immédiatement la loi sur l'enrôlement des électeurs. Mais en même temps, il a plaidé pour le sursis de la modification de la loi électorale en attendant que le dialogue politique lève de grandes options.

Goma: des Maï-Maï accusés d'exactions sur des civils à Kiraku. Des miliciens Maï-Maï Kifuafua sont accusés de commettre des exactions sur des populations civiles à Kiraku et ses environs dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. Selon les témoignages des habitants de ces localités, ils sont victimes d'arrestations arbitraires, tortures, imposition des taxes et amendes illégales depuis plus de deux mois.

Nord-Kivu : les humanitaires en difficulté de fonctionnement à Rutshuru et Masisi. Les organisations humanitaires éprouvent d'énormes difficultés de fonctionnement dans les territoires de Rutshuru et Masisi dans le Nord-Kivu. Dans sa note d'information humanitaire publiée jeudi 19 mai, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) déplore cette situation qui prive plus de 70 000 personnes d'assistance humanitaire dans ces deux territoires.

Une marche de soutien aux populations de Beni dispersée à Kinshasa. La Police nationale congolaise (PNC) a dispersé samedi 21 mai à Kinshasa, une marche pacifique organisée pour soutenir les populations meurtries de Beni au Nord-Kivu. D'après certaines sources contactées par Radio Okapi, cette activité était organisée par une partie de la société civile et certaines formations politiques.

Washington envisage des sanctions contre «l'oppression en RDC». La situation politique pré-dialogue inquiète les Etats-Unis d'Amérique, indique une déclaration du porte-parole adjoint du département d'Etat américain, Mark Toner, publiée par l'Ambassade des USA à Kinshasa samedi 21 mai. D'après ce document, Washington étudie les possibilités d'appliquer «des sanctions en réponse à ce schéma croissant de l'oppression

en RDC.» Pour lui, «un gouvernement ne peut appeler au dialogue entre les parties prenantes tout en harcelant, arrêtant et emprisonnant simultanément les personnes appelées à y participer.».

RDC: la Monusco préoccupée par «les tensions politiques croissantes». Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, se dit «profondément préoccupé par les tensions politiques croissantes» dans ce pays. Dans un communiqué publié samedi 21 mai, il estime que ces tensions risquent de compliquer la tenue du dialogue politique, censé baliser le chemin des élections.

Pweto: 30 personnes arrêtées pour fabrication des briques dans des résidences. Le parquet secondaire de Pweto dans la province du Haut-Katanga procède depuis deux semaines à l'arrestation de tous ceux qui fabriquent des briques dans des parcelles résidentielles. Et pour cause, cette pratique laisse des trous béants, qui constituent un danger surtout en saison des pluies. Déjà, une trentaine de personnes sont sous les verrous. La société civile locale fustige ces arrestations, estimant que la population n'a pas été avisée de la mesure répressive. Il faut déboursier entre 300 et 500 000 francs congolais (526 USD) comme amende transactionnelle au parquet secondaire de Pweto s'il l'on a été surpris en train de fabriquer des briques dans une parcelle résidentielle. Sinon, on reste en prison.

Dimanche 22 mai.

RDC: l'opposition condamne les massacres de Beni. La Dynamique de l'opposition a organisé samedi 21 mai à Kinshasa une manifestation « Spécial Beni » pour condamner les tueries perpétrées dans cette partie de la province du Nord-Kivu. La plateforme des partis de l'opposition veut interpeller les décideurs du monde sur cette situation, a indiqué son modérateur, Fabrice Puela. «Cette journée consiste à attirer l'attention des décideurs du monde à prendre des décisions idoines sur ce qui se passe à Beni, le carnage que vivent nos compatriotes de Beni», a expliqué le député Puela.

Dialogue : Steve Mbikayi dénonce la « partialité » d'Edem Kodjo. Le président de la Nouvelle classe politique et sociale, Steve Mbikayi, demande le départ du facilitateur du dialogue Edem Kodjo qu'il accuse de « partialité ». Il reproche notamment à l'ancien Premier ministre togolais de « se focaliser » sur le parti UDPS d'Etienne Tshisekedi. Le facilitateur a déclaré vendredi 20 mai qu'il n'y aurait « pas de dialogue politique sans l'UDPS ». « On n'a jamais vu dans un pays qu'on donne le rôle à un parti politique de gérer d'autres partis politiques », a déclaré samedi Steve Mbikayi.

Parlement: le MNC/L demande un débat sur la double nationalité. Le Mouvement national congolais/Lumumba, parti politique membre de la Majorité présidentielle, demande aux parlementaires de discuter lors de la prochaine session ordinaire de l'invalidation des mandats des élus qui disposent de la double nationalité. Il invite également la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à ne pas recevoir des candidatures des Congolais disposant de plusieurs nationalités.

Trois policiers ougandais tués dans un accrochage avec des militaires congolais sur le lac Albert (Armée). Trois policiers ougandais ont été tués et deux autres grièvement blessés lors d'un accrochage avec des militaires de la Force navale congolaise, survenu samedi 21 mai sur la côte congolaise du Lac Albert en Ituri. Selon le commandant second du secteur opérationnel de l'armée congolaise en Ituri qui a livré ce bilan, l'incident est survenu lorsque des soldats congolais, alertés par des pêcheurs, ont surpris des éléments de la police ougandaise en possession des biens des pêcheurs congolais qu'ils venaient de piller.

Révision du fichier électoral: la Ceni réclame l'implication des autorités de Kinshasa. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, plaide pour l'implication des autorités politiques et administratives de Kinshasa pour la mobilisation de la population et l'identification des sites d'enrôlement lors de la révision du fichier électoral.

Banza Mukalay inhumé à Lubumbashi. Le ministre de la Culture et des arts, Baudouin Banza Mukalay, a été inhumé dimanche 22 mai à Lubumbashi. Plusieurs personnes ont assisté aux derniers hommages qui lui ont été rendus en présence du Premier ministre Augustin Matata Ponyo.

Tshuapa: le questeur de l'assemblée provinciale destitué. Le questeur de l'assemblée provinciale de la Tshuapa, Ekofu Mboyo, a été destitué de ses fonctions samedi 21 mai à la suite d'une motion incidentielle initiée par le député de l'opposition François Boimbo. Il lui est notamment reproché la mauvaise gestion des finances de cette institution. Après les explications du questeur, le bureau de l'assemblée provinciale a soumis la motion au vote de la plénière. Les députés ont voté à la majorité pour la destitution du questeur.

Kinshasa: libération des personnes arrêtées lors de la marche dispersée de samedi. Toutes les personnes arrêtées samedi lors de la marche dispersée par la police ont été libérées, a annoncé dimanche 22 mai le porte-

parole de la Police nationale congolaise (PNC), le colonel Mwanamputu. Cette libération est intervenue samedi même dans la soirée. La nouvelle a été confirmée par le président du DCU, Tshimanga Tshipanda Vidje, un des initiateurs de cette manifestation visant à dénoncer les tueries de Beni (Nord-Kivu).

Paludisme: près de 2000 cas enregistrés chaque semaine à Kichanga. Au moins 1500 à 2000 cas des malades de paludisme sont enregistrés chaque semaine à Kichanga, a indiqué dimanche 22 mai le médecin chef de zone de santé de Mwesso dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Jusque-là, sa structure fait encore face à cette situation, grâce à l'appui des autorités provinciales et leurs partenaires. Toutefois, selon lui, il faut plus d'efforts pour arriver à une solution durable de ce problème.

Dysfonctionnement de la justice dans l'ex-Kasaï-Occidental. L'appareil judiciaire connaît un dysfonctionnement dans les deux nouvelles provinces issues du Kasaï-Occidental, a indiqué dimanche 22 mai l'ONG Réseau indépendant anti-corruption (RIAC). Les détenus en pâtissent. D'après les responsables de cette structure de la société civile, cette situation est liée aux nouvelles affectations de la majorité des magistrats en dehors de ces deux provinces. Le secrétaire interfédéral du RIAC, Maître Sylvain Kayembe, explique que partout dans les dix territoires de ces provinces, les détenus voient leur séjour en prison se prolonger faute de procès: La même situation prévaut au tribunal de paix de Kananga, où le nouveau président n'a pas encore renouvelé son serment.

Lundi 23 mai.

Un sommet humanitaire s'ouvre à Istanbul. Le tout premier sommet humanitaire s'ouvre ce lundi 23 mai à Istanbul, en Turquie. La RDC, qui participe à ce sommet mondial, est concernée par cette question. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la République démocratique du Congo compte à ce jour plus de 2 millions de déplacés internes.

Lambert Mende: «Rien n'autorise les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à nous menacer des sanctions unilatérales». Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a réagi dimanche 22 mai aux déclarations des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande Bretagne, menaçant de sanctionner «la répression» et «l'oppression» en RDC. «Il n'y a rien qui autorise les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à nous intimenter des injonctions ou à nous menacer des sanctions unilatérales», a affirmé M. Mende. «Je voudrais répéter mot pour mot ce que le Chef de l'Etat a dit aux ambassadeurs accrédités à Kinshasa lorsqu'il les a reçus: 'des conseils, nous sommes prêts à les recevoir amicalement. Des injonctions, jamais!», a déclaré le porte-parole du Gouvernement.

Goma: l'opposition sensibilise sur sa marche du 26 mai. Le G7, la Dynamique de l'opposition et le Front citoyen sensibilisent les habitants de Goma sur les raisons de la marche pacifique qu'ils organisent le 26 mai prochain dans le pays. Les dirigeants de ces regroupements politiques et de la société civile vont manifester pour marquer leur désaccord avec l'arrêt rendu le 11 mai par la Cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel. Les opposants veulent faire pression pour que les élections soient organisées dans les délais constitutionnels.

Equateur: 25 décès dus au choléra enregistrés en trois mois. La province de l'Equateur a enregistré 258 cas de choléra dont 25 décès depuis le mois de mars au cours duquel le premier cas a été signalé. D'après le ministre provincial de la Santé, l'épidémie de choléra déclarée officiellement dans l'Equateur le jeudi dernier, touche actuellement 8 zones de santé de la province.

Ituri: les magistrats appelés à l'impartialité dans la gestion des conflits fonciers. Les participants à un atelier sur la bonne gouvernance foncière ont appelé samedi 21 mai à Bunia les magistrats à traiter équitablement des contentieux liés aux conflits fonciers dans la province de l'Ituri. Selon Léon Ntongo, le secrétaire général aux Affaires foncières en Ituri, certains conflits fonciers qui ont entraîné des conflits armés dans la région sont nés d'un jugement mal rendu.

Groupe de travail du dialogue: Roger Mwamba dénonce la présence des politiques. Roger Mwamba, cadre de la « Société civile dans toutes sa diversités », dénonce la présence des responsables politiques dans le groupe de travail annoncé par le facilitateur du dialogue, Edem kodjo.

Sud-Kivu: deux positions de l'armée attaquées à Kalehe, 3 morts. Deux positions de l'armée congolaise ont été attaquées simultanément à Kalehe Nord dans le Sud-Kivu par des miliciens Nyatura dans la nuit de dimanche à lundi 23 mai. Des sources locales font état de trois personnes tuées : un militaire et deux épouses des militaires qui rendaient visite à leurs époux.

Ituri: l'OIM construit trois bâtiments pour la police. L'Organisation internationale de migration (OIM) a remis samedi 21 mai au gouverneur de la province de l'Ituri, Abdallah Penembaka, trois bâtiments qu'elle a construits dans le territoire de Mambasa pour la Police nationale congolaise (PNC). La réalisation de ces projets s'inscrit le cadre du programme STAREC. La construction de ces bâtiments a coûté 800 000 dollars américains, indique l'OIM.

SNCC: une soixantaine d'agents réclament des parcelles d'habitation. Une soixantaine d'agents de la société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) à Kalemie réclament des parcelles qui leur ont été promises en 2010 par leur employeur en compensation des arriérés de salaire. Ces agents donnent 72 heures à leur employeur pour qu'il honore cet engagement.

RDC: l'UE appelle le gouvernement et toutes les parties à créer des conditions pour des élections libres et pacifiques. Le Conseil de l'Union européenne a adopté lundi 23 mai des conclusions sur la République démocratique du Congo. Il invite notamment le gouvernement et toutes les parties concernées, en particulier la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), à créer les conditions nécessaires pour permettre la tenue de scrutins libres, transparents, inclusifs et pacifiques, notamment les élections présidentielle et législatives. Evoquant l'arrêt de la cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel, l'UE insiste sur la tenue des élections régulières organisées dans le délai fixé par la constitution.

Beni: Maman Sidikou annonce la poursuite de l'action de la Monusco. « La MONUSCO est engagée à poursuivre son action sur le terrain, dans le cadre de son partenariat avec le gouvernement et conformément à la résolution 2277 pour faire face à la menace posée envers les civils par l'ADF et d'autres groupes armés », indique le chef de la Monusco, Maman Sidikou dans un communiqué publié lundi 23 mai. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC fait savoir que la Monusco soutient et participe à l'opération « Usalama » notamment par la reconnaissance aérienne, le soutien logistique et les actions sur le terrain.

Opération « Usalama » : les FARDC et la Monusco contrôlent plusieurs positions des ADF à Beni. Neuf jours après le lancement de l'opération « Usalama » [sécurité, en Français] contre les rebelles ougandais des ADF, les Forces armées de la RDC ont conquis plusieurs camps de l'ennemi. Le commandant de la troisième zone de défense des FARDC, le général Léon Mushale qui a livré cette information lundi 23 mai se félicite du résultat du travail effectué avec l'appui de la Monusco.

Dialogue en RDC : une frange de l'opposition récuse Edem Kodjo. L'opposition pro-dialogue récuse le facilitateur Edem kodjo. Elle lui donne un ultimatum de 7 jours pour démissionner de la facilitation. Au cours d'une conférence de presse organisée lundi 23 mai à Kinshasa, ce regroupement politique l'accuse de partialité en soutenant l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) contre les autres formations politiques de l'opposition, « alors que celle-ci est plurielle ». Vendredi 20 mai dernier, Edem Kodjo avait noté qu'il n'y aura pas de dialogue sans l'UDPS, précisant que le dialogue sans ce parti serait un non-sens.

Une délégation belge en pourparlers avec des opérateurs économiques congolais. Une mission d'hommes d'affaires belges séjourne en RDC depuis lundi 23 mai pour nouer des partenariats avec les entreprises et des clients congolais potentiels dans les secteurs des télécommunications, des banques et des assurances. Selon le conseiller économique et commercial de l'Ambassade Belge en RDC, Jérôme Roux, son pays tient à approfondir les relations entre Belges et Congolais pour faire des affaires ensemble non seulement à Kinshasa, mais sur l'ensemble de la RDC.

Nord-Kivu : les habitants de Kibarizo fuient leur village après l'attaque d'une position des FARDC. Les populations de Kibarizo dans le groupement Bashali-Mokoto, en territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont fui leur village samedi 21 mai dans l'après-midi. Selon des sources locales, ce déplacement est consécutif à l'attaque d'une position Forces armées de la RDC par une coalition Nyatura et FDLR.

Mardi 24 mai.

RDC: la Dynamique de l'opposition exige la fin des massacres à Beni. La Dynamique de l'opposition exige la fin des massacres perpétrés à Beni. Lors d'un point de presse organisé lundi 23 mai à Kinshasa, cette plateforme qualifie les tueries dans ce territoire du Nord-Kivu, de « génocide oublié ». Il a indiqué que l'opposition « se réapproprie le mémorandum de la société civile de Beni-Butembo-Lubero et va descendre sur place à Beni » pour compatir avec la population meurtrie de Beni.

La DCU dénonce la dispersion de la marche de soutien aux habitants de Beni. Tshimanga Tshipanda, président de la Dynamique Congo uni (DCU), l'un des organisateurs de la marche de soutien aux habitants de

Beni, dénonce la répression de cette manifestation par la police à Kinshasa. Selon lui, cette marche organisée le 21 mai dernier méritait la participation de tous les Kinois « pour monter notre unité dans la douleur ».

Début de la 2e phase de formation militaire au centre Mura. La deuxième phase de formation de nouvelles recrues des FARDC a débuté lundi 23 mai au centre militaire Mura, à 12 km de la ville de Likasi sur la route Kambove dans le Haut-Katanga. Elle concerne plus de trois mille recrues –toutes des hommes - provenant de toutes les provinces de la République démocratique du Congo. La formation, assurée par des instructeurs sud-Africains et congolais, intervient après celle qui a pris fin au mois d’avril dernier.

Assemblée nationale: JED dénonce le huis clos lors des débats sur la BIAC. L’organisation non gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de l’information Journaliste en Danger (JED) exige la diffusion en différé des débats tenus lundi 23 mai à huis-clos à l’Assemblée nationale sur la situation qui prévaut au sein de la Banque Internationale pour l’Afrique au Congo (BIAC). JED demande au président de la chambre basse du Parlement, Aubin Minaku, de « réparer cette entrave à la liberté de l’information ».

Kalima: plaidoyer pour un renfort des effectifs policiers et militaires. Le chef de la cité de Kalima dans la province du Maniema, Philemon Kikobya Fataki, plaide pour le renforcement des effectifs de la police et de l’armée pour sécuriser les habitants et leurs biens. Il fait cette requête suite aux multiples cas de vol à mains armées enregistrées depuis février dernier dans la cité.

Paludisme: des malades reçoivent des soins gratuits à Malemba Nkulu. Les habitants de Malemba Nkulu bénéficient depuis lundi 23 mai de la prise en charge médicale gratuite contre le paludisme, à l’initiative est du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP). Ce programme fait parvenir pour la première fois dans cette contrée un important lot de produits pharmaceutiques destinés aux hôpitaux et autres centres de santé publics locaux.

Nord-Kivu: la communauté internationale pour des «actions décisives» contre les groupes armés. «Les garants de l’Accord-cadre d’Addis-Abeba sont engagés à remobiliser les efforts pour des actions décisives contre les forces et groupes armés» qui insécurisent encore la province du Nord-Kivu, a déclaré lundi 23 mai à Goma de l’Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs africains, Saïd Djinnit. Il dirige une mission, constituée notamment des délégués de la CIRGL, de la SADC, de l’Union Africaine et de la MONUSCO, qui s’est rendue dans cette province pour exprimer la solidarité de la communauté internationale avec la population locale meurtrie par des groupes armés.

Publication du gouvernement du Kasai. Le vice-gouverneur du Kasai, Mbingho N’vula Hubert, a annoncé lundi 23 mai à Tshikapa la publication du premier gouvernement du Kasai. L’équipe est composée de cinq ministres représentant chacun un territoire de cette nouvelle province issue du démembrement du Kasai-Occidental.

Kasai-Oriental: des Sud-Africains prospectent des secteurs d’investissement. Une délégation sud-africaine, composée du consul sud-africain pour l’ex-Katanga et les deux anciennes provinces du Kasai ainsi que de la conseillère économique de l’ambassade de l’Afrique du Sud à Kinshasa séjourne depuis vendredi 20 mai dernier à Mbuji-Mayi pour prospecter des potentiels secteurs d’investissement dans la province du Kasai-Oriental.

Buta: lancement des travaux de réfection de l’éclairage public. Le gouverneur du Bas-Uélé, Armand Kasumbu Mbaya, a lancé lundi 23 mai les travaux de réfection de l’éclairage public de la ville de Buta. Une dizaine d’électriciens ont été déployés sur le terrain pour évaluer l’état actuel du réseau de distribution électrique dans la ville, resté non opérationnel durant deux décennies.

Uvira: la FEC contribue à la réhabilitation de la nationale No5. A Uvira au Sud-Kivu, la Fédération des entreprises du Congo, la FEC apporte sa contribution dans la réhabilitation de certaines parties de la route dégradée sur la route nationale numéro cinq et d’autres routes secondaires de la cité d’Uvira. Les commerçants déplorent la dégradation de la route nationale numéro cinq qui relie Bukavu à la ville de Kalémie, au Nord Katanga. Certains endroits, plus dangereux, ont attiré l’attention de la FEC.

Kongo-Central : neuf opposants interpellés à Matadi. Neuf membres des trois partis politiques de l’opposition ont été interpellés lundi 23 mai à Matadi (Kongo-Central), a annoncé à Radio Okapi, le président urbain l’Union pour la nation congolaise (UNC), Jose Ntedika.

Grands Lacs : ouverture à Kinshasa d’une table ronde sur la paix. La table ronde régionale sur le processus de la mise en œuvre de la feuille de route pour la paix dans la région des Grands s’est ouverte mardi 24 mai à Kinshasa. Les participants à ce forum venus de la RDC, du Rwanda et du Burundi comptent obtenir l’engagement des décideurs de ces trois pays pour la mise en œuvre de cette feuille de route issue, selon les

rédacteurs, des consultations auprès des communautés de base dans la région. Ces consultations de près de 3 ans ont entre autre été menées auprès des membres de la société civile, des leaders religieux, les chefs coutumiers et autres artisans de paix sur les problèmes qui menacent la paix dans la sous-région des Grands Lacs.

Examen d'Etat : le taux de réussite est de 54% en 50 ans. Cinquante ans après l'instauration de l'Examen d'Etat en République démocratique du Congo (RDC), le taux de réussite est de 54%, a affirmé mardi 24 mai le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté, Maker Mwangu. Lors du lancement à Kinshasa de la 50e session de l'examen d'Etat, le ministre estime que ce taux de réussite est faible après trois générations qui ont pris part à ces épreuves.

Mercredi 25 mai.

Meurtre d'un Congolais en Inde : Kinshasa appelle au calme. Le gouvernement de la RDC a appelé, mardi 24 mai, la population au calme, après des actes de représailles sur des Indiens vivant à Kinshasa, suite au meurtre d'un jeune professeur congolais à New Delhi, capitale indienne. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Antoine Boyamba, a reconnu que la mort d'Olivier Kitanda « est un événement triste » mais a assuré que deux des trois présumés meurtriers sont déjà arrêtés.

«L'arrêt de la Cour constitutionnelle a touché des matières verrouillées», selon Valentin Mubake. Valentin Mubake, conseiller politique du président de l'Union pour la démocratie et le progrès social(UDPS) Etienne Tshisekedi, estime que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle en interprétation de l'article 70 touche des matières verrouillées de la constitution. «Cet arrêt a touché les matières verrouillées qui concerne deux aspects. D'une part, la durée du mandat du chef de l'Etat. Ils ont octroyé à M. Kabila un troisième mandat et ils lui demandent de rester au pouvoir même s'il n'y a pas organisation de l'élection présidentielle », dénonce Valentin Mubake. Selon lui, l'arrêt de la Cour « ne peut pas arriver à une interprétation qui contredit un autre article de la constitution».

La commission tarifaire adopte des mesures pour sauver la CILU. La session ordinaire de la commission tarifaire, ouverte depuis le mercredi dernier, s'est clôturée lundi 23 mai à Kinshasa. Elle visait à aider les cimenteries locales, notamment celle de Lukala «CILU» à faire face à la concurrence du ciment gris importé massivement d'Angola par Lufu et Ango Ango frontrière. Au titre des mesures de protection tarifaire, la commission a opté pour la suspension de la perception des droits de douane et de la TVA à l'importation de la houille, du gypse et des emballages utilisés dans la production du ciment gris. Le but est de permettre à la CILU d'importer plus facilement ces intrants et matières premières, selon les participants, pour être en mesure proposer le prix du ciment gris qui défie la concurrence.

Dialogue politique: Bundu dia Mayala s'oppose à la démarche d'Edem Kodjo. Le parti politique d'opposition Bundu dia Mayala (BDM) de Ne Muanda Nsemi s'oppose à la démarche d'Edem Kodjo, facilitateur du dialogue politique, qui accorde à l'UDPS, un autre parti politique de l'opposition, le monopole du choix des délégués de l'opposition à ce forum. Le député Papy Miantezolo, vice-président national de ce parti, estime tous les partis politiques de l'opposition doivent être pris en compte pour la réussite de ce forum.

Nord-Kivu: Julien Paluku interdit toute manifestation le 26 mai. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, interdit toute manifestation publique le 26 mai sur l'ensemble de sa province. L'opposition a appelé à une marche le 26 mai prochain contre à l'arrêt rendu de la Cour constitutionnelle confirmant le maintien en fonction de l'actuel chef de l'Etat jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu. Les opposants exigent également «la tenue des élections dans les délais constitutionnels.»

Sud-Kivu: 53% d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Environ 53% d'enfants de moins de 5 ans dans la province du Sud-Kivu souffrent de la malnutrition chronique. Le ministre provincial de la santé, Mwanza Nangunya, l'a fait savoir mardi 24 mai à l'ouverture d'une conférence sur le repositionnement de la nutrition comme priorité du développement à Bukavu.

Uvira: les commerçants en grève. Plusieurs tenanciers des maisons de commerce à Uvira (Sud-Kivu) observent depuis mardi 24 mai une grève. Comme mardi, magasins, boutiques, kiosques, dépôts et les pharmacies sont restés fermés ce mercredi, rapportent des sources locales. Selon le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) à Uvira, les grévistes protestent contre le paiement à la Direction générale des impôts (DGI) de la somme de 8000 Francs congolais (environ 8 USD) par mois à titre d'impôt professionnel sur les rémunérations de l'exploitant individuel (IPR). Cette taxe étouffe, selon eux, leurs activités, a-t-il précisé.

RDC: Lucha pose des préalables avant de participer au dialogue. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) a, dans un communiqué publié mardi 24 mai, posé certaines conditions avant de participer au dialogue politique dont Edem Kodjo est facilitateur. «La Lucha exige, préalablement la libération de tous les

prisonniers politiques et tous les prisonniers d'opinions. En deuxième lieu, la Lucha exige une garantie de la part du pouvoir à pouvoir débloquent le processus électoral et garantir le respect du délai constitutionnel. »

Le maire de Lubumbashi interdit la marche du 26 mai. Dans une correspondance adressée au porte-parole de la Dynamique de l'opposition dans l'ex-Katanga datant du mardi 24 mai, le maire de Lubumbashi (Haut-Katanga), Jean Oscar Sanguza Mutunda, s'oppose à la marche projetée par l'opposition le 26 mai dans la ville. Cette manifestation est inopportune, d'autant plus que l'arrêt de la Cour constitutionnelle est irrévocable et opposable à tous, a-t-il indiqué.

Kongo-Central: la société civile sensibilise la population contre la fièvre jaune. La société civile santé du Kongo-Central a organisé mardi 24 mai à Matadi, une séance de sensibilisation en rapport avec la campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Cette opération débute ce jeudi et concerne les personnes dont l'âge varie entre 9 mois et 77 ans.

Kinshasa: de l'eau jaune coule de robinets à Kimbwala. Les habitants du quartier Regideso à Kimbwala dans la commune de Mont Ngafula se sont plaints mercredi 25 mai de la qualité de l'eau qui coule de leurs robinets depuis environ un mois. Ce quartier abrite l'usine de captage d'eau de la Regideso. D'après les témoignages, l'eau qui coule quotidiennement est de couleur jaunâtre. Une situation qui inquiète les habitants de ce coin. Contacté, le directeur provincial de la Regideso, Gervais Ntariba, explique cette situation par une fuite sur un tuyau sur l'avenue Kodja. Il assure qu'une équipe d'intervention a été dépêchée sur place.

RDC : l'Assemblée nationale recommande au gouvernement de payer 30 millions USD à la BIAC. L'Assemblée nationale recommande au gouvernement congolais de rembourser trente millions USD à la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), un prêt pour lequel il s'était porté garant. C'est la principale recommandation de la plénière à huis clos de l'Assemblée nationale diffusée dans un communiqué du mercredi 25 mai. La BIAC, l'une des banques les mieux implantées en RDC, connaît des difficultés de trésorerie depuis quelques mois. Malgré un récent refinancement de la Banque centrale du Congo, sa situation ne semble pas s'améliorer au regard de l'afflux des clients et fonctionnaires de l'Etat qui passent parfois des journées entières devant les guichets pour retirer leur argent, notamment à Kinshasa.

Kinshasa : la marche du PPRD reportée «sur demande du gouverneur de la ville». La marche du PPRD et les alliés de la majorité présidentielle prévue jeudi 26 mai est reportée à une date ultérieure. Selon le secrétaire général adjoint du parti présidentiel, Emmanuel Ramazani Shadari, c'est sur demande du gouverneur de la ville que cette marche de compassion envers les populations de Beni, mais également de soutien au dialogue national et à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle, est postposée à une date ultérieure. Selon le secrétaire général adjoint du PPRD, le gouverneur de la ville leur a expliqué que la police ne pouvait pas contenir les deux manifestations.

Marche pacifique à Goma : deux membres de l'opposition arrêtés. Le président provincial de l'Union pour la nation congolaise (UNC), David Mutumay, et le secrétaire exécutif provincial de l'Engagement citoyen pour le développement (Ecidé), Jean-Baptiste Kasekwa ont été arrêtés mercredi 25 mai à Goma au Nord-Kivu. Les services de sécurité qui ont arrêté ces deux membres les accusent de mobiliser la population dans les rues de Goma pour leur participation à la marche pacifique, pourtant interdite par les autorités locales.

Calendrier électoral : la CENI attend le consensus de la classe politique. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) n'attend que l'option consensuelle de la classe politique congolaise avant de publier le calendrier électoral, a affirmé mercredi 25 mai le président de cette institution citoyenne, Corneille Nangaa. Corneille Nangaa a indiqué que le problème de financement et d'appui logistique ne constituent plus de blocage pour la CENI.

Union africaine : plaidoyer pour la création d'un fonds de la jeunesse. Les jeunes du continent africain souhaitent la création d'un fonds africain de la jeunesse. Les participants ont fait ce plaidoyer à l'issue des travaux de la commission de l'Union Africaine portant sur l'évaluation de la charte africaine de la jeunesse qui se sont déroulés du 21 au 25 mai à Banjoul, capitale gambienne, en présence des milliers de jeunes venus du continent dont une forte délégation de la RDC, principalement ceux de Beni et de la diaspora.

RDC : des acteurs politiques craignent des risques d'implosion. Quelques acteurs politiques de la RDC se disent préoccupés par le climat politique qui prévaut actuellement dans le pays. Dans une déclaration faite lundi 23 mai, ils insistent sur la nécessité « d'empêcher tout risque d'une implosion prévisible par la recherche rapide des solutions consensuelles ». Parmi les signataires de cette déclaration, on compte notamment Arthur Z'aïdi Ngoma, Grégoire Bakandeja, Jean Baudouin Idambituo et Théodore Ngoy. Ces hommes politiques recommandent entre autre la tenue dans un plus bref délai du dialogue national et l'élaboration d'un calendrier électoral, réaliste et consensuel, en tenant compte des contraintes techniques et financières pour l'organisation des élections à tous les niveaux.

Jeudi 26 mai.

RDC : l'ONU appelle le gouvernement à autoriser les manifestations pacifiques. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé mardi sa préoccupation concernant une «série de mesures prises par le gouvernement de la RDC depuis janvier 2015 pour réduire l'espace démocratique dans le pays avant les élections.». « Compte tenu du climat inquiétant, nous demandons au gouvernement d'autoriser le déroulement de manifestations pacifiques et de veiller à ce que les forces de l'ordre n'aient pas recours à un usage inutile ou excessif de la force lors de ces manifestations », a déclaré le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

Kinshasa s'insurge contre l'ingérence étrangère. Dans un communiqué publié mercredi 25 mai, le ministère congolais des Affaires étrangères s'insurge « l'ingérence des Etats étrangers » dans les affaires intérieures de la RDC. Il dénonce le recours par « certains partenaires » à un discours « teinté de menaces à géométrie variable et d'application sélective dans la région ». Ce comportement est, note le communiqué, « contraire au droit international, qui proscrie tant l'ingérence dans les affaires intérieures des autres États, que le recours à la force, ainsi qu'à la menace de la force sous quelque forme que ce soit, car constitutives d'atteinte à la souveraineté desdits Etats ». Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont récemment fait savoir qu'ils étudiaient la possibilité d'appliquer des sanctions ciblées contre les responsables des répressions en RDC. De son côté, le chef de la Monusco, Maman Sidikou, a noté que «la multiplication des procédures judiciaires ainsi que tous autres actes ayant pour effet de rétrécir l'espace politique, ne feront qu'exacerber ces tensions et rendre encore plus difficile la tenue du dialogue politique».

RDC: début des travaux du groupe de travail du dialogue politique. Le groupe de travail mis en place par le facilitateur du dialogue politique, Edem Kodjo, s'est réuni pour la première fois en plénière mercredi 25 mai à Kinshasa. Neuf de ses dix membres ont discuté des termes de référence du dialogue notamment les dispositions pratiques et techniques qui devront constituer l'essentiel du travail du comité préparatoire. Jonas Tshiombela de la Nouvelle société civile congolaise rappelle que ce groupe ne va pas se substituer au comité préparatoire.

L'ICCN et la WWF vont cogérer le parc national de Salonga. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) vont désormais cogérer le parc national de Salonga. Dans un communiqué commun publié mercredi 25 mai, les deux organisations affirment s'engager dans un programme de gestion conjointe du premier parc forestier d'Afrique. L'accord de gestion commune de ce parc vise à préserver la biodiversité et les services écologiques fournis par le parc de Salonga, explique le communiqué. L'INCC et la WWF affirment également encourager les habitants de la province de la Tshuapa, où est situé le parc, à comprendre que les éléphants, les bonobos, les perroquets sont économiquement plus important pour eux et pour les futures générations s'ils sont vivants.

RDC: manifestations de l'opposition, la situation dans le pays. Plusieurs regroupements de l'opposition ont appelé à des manifestations pacifiques en RDC pour protester contre le dernier arrêt de la Cour constitutionnelle relatif à la fin du mandat du président de la République, réclamer l'organisation de l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels et manifester la solidarité envers les habitants de Beni victimes des tueries répétées depuis deux ans. **A Kinshasa**, les manifestants ont débuté la marche avant d'être dispersés à coup de gaz lacrymogènes. **A Beni**, dans le Nord-Kivu, la marche a été dispersée par la police. **A Goma**, au moins une vingtaine de personnes ont été interpellées au cours de la marche. Un dispositif policier et militaire a été déployé dans certains quartiers pour tenter d'empêcher les manifestants à atteindre le centre-ville de Goma. La marche de l'opposition s'est déroulée dans un climat apaisé jeudi 26 mai à **Bukavu** (Sud-Kivu), loin de toute répression, selon plusieurs observateurs. La mairie avait autorisé cette manifestation voulue pacifique par les opposants. La marche de la Dynamique de l'opposition et du Front Citoyen 2016 a aussi été dispersée à **Bunia** par la police quelques minutes après son début sur le Boulevard de Libération. **A Lubumbashi**, la marche n'avait pas encore commencé à midi. Les organisateurs disent attendre l'arrivée des leaders de l'opposition pour donner le coup d'envoi. Au centre-ville, un important dispositif policier a été déployé. **A Kalemie**, les manifestants de l'opposition ont aussi été dispersés. **A Moba**, situé à plus de 300 km de Kalemie, la matinée a été mouvementée. Le quartier Kirungu a connu un début de marche vers 7h30 locales. La manifestation a vite été dispersée à coups de balles tirés par la police. **A Kananga**, la police a empêché la marche de se tenir. **A Mbandaka**, les manifestants partis du siège du MLC ont parcouru environ 2 kilomètres avant de faire face à un important dispositif de la police déployé au niveau de l'Hôtel de ville. Ils ont tenté de résister mais ils ont été dispersés par des coups de feu tirés par la police.

Lancement des travaux de dégazage du lac Kivu. Le ministre national des Hydrocarbures, Ngoy Mukena, a lancé mercredi 25 mai les travaux de dégazage du lac Kivu près de Saké au Nord-Kivu. La première étape de ces travaux consistera à rechercher dans les fonds abyssaux du lac Kivu les couches riches qui hébergent le dioxyde de carbone (CO2), a expliqué Pierre Le Brun, de l'entreprise française Liminological Corporation, choisie par le

gouvernement congolais pour réaliser ces travaux. Une fois localisées et sécurisées, a poursuivi la même source, ces couches seront ensuite dégazées du CO2 grâce à une station pilote adaptée à cette technologie de dégazage installée sur le lac Kivu, il y a près de 8 ans. Ensuite, débutera la phase industrielle de l'exploitation de ce gaz dont la durée ne sera déterminée qu'après des analyses approfondies de la technologie à exploiter, a précisé Pierre Le Brun.

Kinshasa: des lampes solaires distribuées à des enseignants à Kimbanseke. Les enseignants de six écoles primaires de la commune de Kimbanseke à Kinshasa ont reçu gratuitement mercredi 25 mai des lampes solaires distribuées par l'ONG néerlandaise SNV. Selon Derrick Kisosa, chargé de projets à la SNV, ce don s'inscrit dans le cadre de la campagne de sensibilisation de la population sur l'utilisation des énergies renouvelables lancée depuis quelques semaines par le gouvernement congolais. Un programme géré par la Société nationale d'électricité (SNEL).

Dialogue: «Participer au comité préparatoire n'est pas une fin en soi», selon Clément Kanku. Clément Kanku, président du parti politique de l'opposition du Mouvement pour le Renouveau(MR) estime que participer au comité préparatoire du dialogue politique n'est pas une fin en soi. La mise en place de ce comité préparatoire est attendue depuis quelques semaines. Elle donne lieu à un débat dans l'opposition dont la liste de délégués n'est toujours pas transmise au facilitateur. Steve Mbikayi a notamment dénoncé le «comportement hégémonique» de l'UDPS. Pour Clément Kanku, le plus important est d'obtenir du comité préparatoire un cahier de charge.

Ngoy Kasanji lance les journées de la santé de l'enfant au Kasai-Oriental. Le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, a lancé mercredi 25 mai à Mbuji-Mayi, les journées de la santé de l'enfant. Plus de 800 000 enfants âgés de 6 à 59 mois sont attendus lors de la campagne pour la supplémentation en vitamine A. Environ 700 000 autres âgés de 12 à 59 mois seront soumis au déparasitage au Mebendazole, pendant cette campagne prévue jusqu'au 28 mai prochain. Pour les organisateurs, ces journées de la santé de l'enfant sont un appui dans la lutte contre la mortalité maternelle et infantile.

RDC : Vital Kamerhe condamne la dispersion de la marche des opposants. Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et membre de la dynamique de l'opposition, condamne la répression de la marche de l'opposition organisée jeudi 26 mai à Kinshasa. Dans une déclaration faite à Radio Okapi, il déplore des coups de gaz lacrymogènes et des balles tirées, selon lui, sur des manifestants par la police.

Marche des opposants à Goma : un mort et huit blessés. La marche des opposants organisée jeudi 26 mai dans plusieurs villes du Nord-Kivu a été émaillée d'échauffourées entre les manifestants et les policiers. Selon les sources des services de sécurité, une personne a été tuée et huit autres blessées dans la ville de Goma au Nord-Kivu. Parmi les blessés, on compte quatre civils et quatre policiers, dont un se retrouve dans un état critique, précisent ces sources.

Marche des opposants : 35 policiers blessés à Kinshasa, selon la PNC. Le porte-parole de de la police nationale congolaise (PNC), le colonel Mwana-Mputu a déclaré jeudi 26 mai à Radio Okapi que trente-cinq de ses éléments ont été grièvement blessés, lors de la marche des opposants organisée à Kinshasa. « Nous avons subi des jets des pierres. Nous avons des pertes du côté de matériel roulant. 35 de nos agents ont été grièvement blessés », a affirmé le colonel Mwana-Mputu. Selon lui, la manifestation des opposants a viré à altercations entre les partisans de différents partis politiques et les policiers au niveau de l'avenue 24 novembre, sur la place Schegen.

La marche des opposants n'a pas eu lieu à Lubumbashi. La marche projetée par l'opposition prévue jeudi 26 mai à Lubumbashi dans le Haut-Katanga n'a pas eu lieu. Les organisateurs évoquent la forte présence des éléments de la Police nationale congolaise pour justifier la non-teneur de leur manifestation.

Scellage de l'hôtel Faden House : Martin Fayulu porte plainte contre la DGRK. Le député national, Martin Fayulu, a introduit une plainte contre la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) au Tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe. Au cours d'un échange avec la presse mercredi 25 mai à Kinshasa, il accuse la DGRK d'avoir scellé son hôtel Faden House de façon illégale. Martin fayulu a estimé que son hôtel n'est redevable ni de l'Impôt sur revenu locatif (IRL), moins encore des amendes ou pénalités. Le député national réclame pour les préjudices subis, 500 000 USD à titre des dommages-intérêts.

Vendredi 27 mai.

Wolfgang Manig: «Respectez votre constitution pour consolider votre démocratie». « Protégez et respectez votre constitution pour consolider votre démocratie », a déclaré mercredi 25 mai l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en RDC, Wolfgang Manig, à l'occasion de la célébration de la coopération germano-

congolaise. Le diplomate allemand a aussi commenté le dernier arrêt de la cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel. « Permettez-moi un mot sur la constitution. Son article 70 se compose de deux paragraphes. La Cour constitutionnelle n'a traité qu'un seul paragraphe qui règlemente l'installation du nouveau président élu. La Cour présume ainsi que l'autre paragraphe, celui qui régit la durée du mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une fois, c'est-à-dire deux fois cinq ans et non dix ans plus X, n'est probablement pas contesté », a analysé l'ambassadeur allemand.

« Refuser l'arrêt de la cour, c'est violer la constitution », estime Joseph Kokonyangi. Le député national et secrétaire général adjoint de la Majorité présidentielle (MP), Joseph Kokonyangi, estime que rejeter un arrêt de la Cour constitutionnelle est une violation de la constitution. Le même jour, l'opposition a organisé une marche pour dénoncer le dernier arrêt de la cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel.

Nord-Kivu: deux humanitaires kidnappés à Lubero. Deux agents de l'ONG Solidarité internationale ont été enlevés mercredi 25 mai par des hommes armés non autrement identifiés dans le groupement Tama à Lubero. Ils étaient au nombre de quatre à bord de deux véhicules. Ils revenaient d'une mission humanitaire à Kyuto et Luhanga et se rendaient à Kirumba. Ils seraient tombés sur des personnes armées vers 15h30 (heure locale) à Timbo-Timbo. Le CEPADHO indique que deux otages ont été relâchés par les ravisseurs qui les auraient trouvés « inaptés ».

RDC: pour Thambwe Mwamba, l'arrêt de la Cour constitutionnelle ne donne pas un 3e mandat à Kabila. Le ministre congolais de la Justice Alexis Thambwe Mwamba qui assure l'intérim de son collègue des Affaires étrangères a déclaré aux diplomates et chefs de missions accrédités en RDC que l'arrêt de la cour constitutionnelle ne donne pas un troisième mandat à Joseph Kabila. « La cour constitutionnelle a interprété l'article 70 et a conclu que tant que les élections ne sont pas organisées, le président de la République qui est là demeure en place », a expliqué Thambwe Mwamba.

Marche de l'opposition: Eve Bazaiba affirme avoir reçu une balle. La secrétaire générale du parti politique de l'opposition Mouvement de libération du Congo (MLC) affirme avoir reçu une balle au cours de la marche de l'opposition à Kinshasa jeudi 26 mai 2016. La police rejette cette accusation. « La situation a commencé à dégénérer et dans ce brouhaha, j'ai compris que la stratégie était de m'isoler de la population. Dans les secondes qui suivaient, j'ai entendu quelqu'un charger [son arme] et il a tiré sur moi à bout portant. J'ai eu le réflexe de tomber directement et la balle m'a traversé au mollet à la jambe gauche. Je ne réalisais pas que j'étais blessée. J'ai senti ma jambe lourde et en regardant, j'ai vu le sang qui coulait. J'ai beaucoup saigné », témoigne-t-elle.

Mambasa: affrontements entre l'armée et le groupe rebelle ULPC. Des nouveaux affrontements ont été signalés jeudi 26 mai dans la localité d'Etabe à Mambasa (Ituri) entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et un nouveau groupe armé dénommé « Union des patriotes pour la libération du Congo » (ULPC).

Les évêques catholiques en assemblée épiscopale sur les conflits à l'Est de la RDC. Les Evêques de la province ecclésiastique de Bukavu (Goma, Butembo, Kasongo, Bukavu et Kindu) sont en session ordinaire de l'assemblée épiscopale provinciale depuis mardi 24 mai à Kindu. Les prélats catholiques réfléchissent notamment sur le message à apporter au gouvernement pour ramener la paix à l'Est de la RDC, secoué par des conflits intercommunautaires entre les communautés Hutu et Nande au Nord-Kivu, des Banyamulenge et Bangu-Bangu dans le Maniema et l'activisme des groupes armés au Sud-Kivu, a expliqué Mgr François Maroy, l'archevêque de Bukavu. Les évêques entendent également jouer un rôle pour la paix à l'Est de la RDC et promettent d'apporter un message commun de courage et de communion à toutes les communautés vivant à l'Est de la RDC, a précisé le prélat catholique.

La société civile du Sud-Kivu salue le travail de la Monusco. Le président de la société civile du Sud-Kivu, Descartes Mponge, salue le travail de la Monusco dont les casques bleus contribuent à ramener la paix dans le pays. Selon lui, beaucoup de défis restent encore à relever notamment par rapport aux tueries de Beni.

Kolwezi: 6 militaires et policiers jugés pour les échauffourées à Kanina. Six militaires et policiers comparaissent devant le tribunal militaire de garnison de Kolwezi pour le rôle qu'ils auraient joué lors des échauffourées entre la population et les forces de l'ordre à Kanina (Lualaba) en avril dernier. Des échauffourées consécutives au meurtre de deux personnes.

Kinshasa: début de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Le programme élargi de vaccination (PEV) a lancé jeudi 26 mai la campagne de vaccination contre la fièvre jaune dans les zones de santé de Masina 2 et N'djili à Kinshasa. Cette campagne va concerner environ 600 000 personnes âgées d'au moins 9 mois.

Haut-Uele: les travaux de réhabilitation de la route Niania-Isiro suspendus. Les travaux de réhabilitation de la route Niania-Isiro dans la province du Haut-Uele, entamés en janvier dernier, sont suspendus depuis deux

semaines. Le représentant de l'équipe de l'Office des routes, à pied d'œuvre sur cet axe, explique cet arrêt par la pénurie de carburant et de lubrifiant pour faire fonctionner ses engins. Le chef de brigade 402 de l'Office des routes dit attendre environ 20 mètres cube de mazout en provenance de la ville de Kisangani pour relancer les travaux.

RDC: Maman Sidikou rend hommage aux casques bleus de la MONUSCO. Une parade mixte MONUSCO-Police nationale congolaise (PNC) a été organisée vendredi 27 mai 2016 à la place de l'Indépendance à Kinshasa, à l'occasion de la Journée internationale des casques bleus célébrée le 29 mai de chaque année. Le chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, a salué le rôle des casques bleus dans la pacification de la RDC, avant de rendre hommage aux soldats de la paix engagés dans le maintien de la paix à travers le monde, même au prix de leur vie.

Samedi 28 mai.

RDC : le Gouvernement et l'ex-M23 évaluent les déclarations de Nairobi. Le Gouvernement congolais et l'ex-mouvement rebelle M23 se sont retrouvés vendredi 27 mai à Kinshasa pour évaluer les déclarations de Nairobi signées en décembre 2013 pour mettre fin à la guerre. En présence de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU dans la région des Grands Lacs, des représentants de la SADC, de l'Union africaine, de la Monusco et de la CIRGL, cette rencontre s'est déroulée, selon les parties prenantes, dans un esprit constructif. Cette rencontre est la première à se tenir à Kinshasa entre le gouvernement congolais, à travers le Mécanisme national de suivi, et l'ex-M23 depuis la signature de ces Déclarations le 12 décembre 2013. Elle a duré plus de cinq heures. Les déclarations de Nairobi comportent une dizaine de points qui sont les engagements à honorer par les deux parties, c'est-à-dire le Gouvernement congolais et l'ex-M23.

RDC : Joseph Olenghankoy craint l'interdiction de futures marches de l'opposition. Le président national des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (Fonus), Joseph Olenghankoy craint que le pouvoir en place n'interdise les futures manifestations de l'opposition à travers la RDC. Au cours d'un point de presse organisé vendredi 27 mai à Kinshasa, il prétend que le gouvernement se prépare à présenter des hommes en uniformes qu'il présentera incessamment comme étant des victimes de la dernière marche de l'opposition. Ainsi, le pouvoir en place trouverait des alibis pour interdire toutes futures manifestations de l'opposition. Selon lui, cette stratégie du gouvernement permettrait au pouvoir en place de ne plus autoriser les prochaines marches de l'opposition.

Kinshasa : échauffourées à l'ISTA entre policiers et étudiants, 5 blessés. Des affrontements entre des policiers et étudiants ont eu lieu vendredi 27 mai devant l'Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA) à Kinshasa. Selon le président de la communauté estudiantine, Jacques Mundele, ses collègues réclamaient la libération de leur collègue interpellé par la police universitaire depuis le 24 mai dernier. Cet étudiant arrêté a été surpris avec des tracts appelant à la marche de l'opposition. Pendant cette négociation entre la police universitaire, la police nationale et les étudiants, une frange des policiers a commencé à tirer des gaz lacrymogènes et il y a eu une opposition des étudiants et tout a dégénéré, a poursuivi Jacques Mundele. Dans ces accrochages, cinq étudiants ont été blessés et les cours ont été interrompus, a ajouté la source.

Haut-Katanga : le G7 et la Dynamique de l'opposition évoluent en violation de la loi, selon le gouverneur Kazembe. Dans une interview accordée vendredi 27 mai à Radio Okapi, le gouverneur du Haut-Katanga, Jean-Claude Kazembe affirme que le G7 et la Dynamique de l'opposition fonctionnent en violation de la loi. Il souligne qu'aucun document du pays ne reconnaît ces deux labels comme pouvant évoluer légalement. « La démocratie est gérée par les lois, c'est-à-dire pour être un parti il faut être reconnu légalement et pour être un regroupement politique il faut être reconnu légalement et jusqu'à ce jour nous n'avons pas reçu un document qui reconnaît la Dynamique de l'opposition comme une structure politique en RDC, qui reconnaît le G7 comme étant une structure ou un regroupement politique en RDC », déclare Jean-Claude Kazembe, qui réagissait à propos de l'interdiction de la marche projetée par la Dynamique de l'opposition jeudi 26 mai dernier à Lubumbashi. Il précise qu'il existe des moments où on peut limiter cet exercice de la démocratie lorsqu'il y a péril en la demeure.

RDC : les garants de l'accord-cadre saluent la reprise des opérations contre les FDLR. Les garants de l'Accord cadre d'Addis-Abeba saluent la reprise, mardi dernier, des opérations contre les FDLR menées par les Forces armées de la RDC avec l'appui de la Monusco. Dans un communiqué publié jeudi 26 mai, ils exhortent ces rebelles rwandais à accepter d'être rapatriés dans leur pays « sans conditions préalables ». Ils ont exhorté les FARDC et la Monusco à renforcer davantage leur coopération contre les FDLR dans le cadre de l'opération Sukola II.

Le BEDEWA s'oppose au découpage du territoire de Walikale. Le Bureau d'études et d'appui au développement du territoire de Walikale (BEDEWA) rejette toute idée de découpage du territoire de Walikale, le plus vaste du Nord-Kivu. Le BEDEWA l'a affirmé dans son communiqué de presse publié le 24 mai à Goma, en réaction à la proposition faite par certains notables locaux de scinder Walikale en trois territoires. «Tout le

peuple de Walikale voudrait que Walikale reste uni», a affirmé le secrétaire général du Bedewa, Prince Kihangi. La requête, sous forme de memorandum, avait été adressée le 30 avril dernier au ministre de la Décentralisation et Affaires coutumières par certains notables de Walikale. Ces derniers se disent favorables à ce découpage et avancent plusieurs raisons. Il s'agit notamment de faciliter le développement endogène des populations, mettre un terme à l'insécurité et désenclaver les milieux habités par les groupes armés.

Dispersion de la marche de l'opposition: un policier écope de 10 ans de prison à Mbandaka. Le tribunal militaire de garnison de Mbandaka a condamné vendredi 27 mai dans la soirée un policier à dix ans de servitude pénale principale, pour avoir tiré à balles réelles lors de la marche de l'opposition. Il a été arrêté jeudi dernier avec quatre autres policiers et traduits en justice militaire par le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC)/ Equateur pour violation des consignes et dissipation des munitions de guerre.

Marche pacifique des jeunes à Bukavu. La Synergie des quarante organisations des jeunes pour la paix « S40 » a organisé samedi 28 mai matin une marche pacifique dans les grandes artères de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) pour réclamer de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) la publication d'un calendrier électoral qui respecte le délai constitutionnel, compatir avec les victimes des massacres de Béni et «dire non à la manipulation des jeunes.» Les mouvements citoyens LUCHA, Les indignés, Filimbi, Plus jamais et le Front citoyen 2016 y ont pris part.

Massacres de Beni: le parti «Le Démocrate» interpelle les politiciens. Le Démocrate, un parti politique qui se veut centriste, dénonce les prises de position «moins responsables» de certains acteurs politiques congolais, pendant que «le pays plonge dans le chaos.» Dans une déclaration politique faite samedi 28 mai à Kinshasa, ce parti appelle à la fin des atrocités à Beni et à la tenue d'un dialogue qui prend en compte les aspirations populaires. La sécurité dans l'Est de la RDC doit être une priorité absolue pour le Gouvernement, a estimé la secrétaire générale du parti "Le Démocrate", Marie-Claire Asumili.

Dimanche 29 mai.

Le gouverneur Pene Mbaka salue les sacrifices des casques bleus pour la paix en Ituri. Le gouverneur de la province de l'Ituri, Abdallah Pene Mbaka, a salué samedi 28 mai les sacrifices consentis par les casques bleus pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette province de la RDC. D'après lui, sans les casques bleus, l'Ituri serait transformé en « une poudrière » où les groupes armés tiendraient la population en otage. Il a fait cette déclaration à l'occasion de la journée internationale des casques bleus célébrée chaque année le 29 mai.

Lualaba: une délégation des humanitaires évalue la situation des déplacés à Mukabe Kazari. Une délégation humanitaire composée des représentants de la Monusco, de Ocha, du Programme alimentaire mondiale (PAM) ainsi que des ONG AIDES, SAVE CONGO et Action contre la faim a effectué une mission de quatre jours dans la localité de Mukabe Kazari. Elle a notamment rencontré des déplacés pour évaluer la situation humanitaire pour leur apporter une assistance adéquate. La présence de ces déplacés, démunis, a appauvri davantage les familles qui les ont accueillis.

Uvira: 50 femmes et adolescents informés sur la santé sexuelle et reproductive. Cinquante femmes et adolescents de la cité d'Uvira ont été sensibilisés samedi 29 mai sur la santé sexuelle et reproductive. L'objectif de cette sensibilisation était notamment de prévenir les jeunes des dangers de la consommation des images pornographiques sur Internet. Claris Balenge, coordinatrice de l'association SOS Femme et enfant en catastrophe, organisatrice de cette formation, invite les parents à discuter des questions de sexualité avec leurs enfants.

Assemblée nationale: les ministres des Télécommunications et des Affaires étrangères interpellés. Le député Patrick Muyaya a adressé vendredi 27 mai une question écrite à l'intention du ministre des Télécommunications et son collègue des Affaires étrangères. Il souhaite entendre le premier sur la hausse du prix d'Internet mobile et le second sur le meurtre d'un Congolais en Inde. Un jeune professeur congolais a été tué samedi 20 mai dernier par trois hommes à New Delhi en Inde.

RDC: une attaque des FDLR fait 5 morts au Nord-Kivu. Cinq personnes ont été tuées et une autre blessée la nuit de samedi à dimanche 29 mai dans une attaque des rebelles FDLR contre une position de l'armée à Katwa dans le territoire de Nyirongongo (Nord-Kivu). L'attaque est survenue aux environs de 22 heures (heure locale).

Moïse Katumbi est allé poursuivre ses soins en Europe. Moïse Katumbi a quitté l'Afrique du sud samedi 28 mai pour aller poursuivre ses soins en Europe. Le 20 mai dernier, il avait été évacué de la RDC dans un avion médicalisé vers l'Afrique du Sud pour être soigné. Le député Francis Kalombo fait savoir que M. Katumbi n'a aucune intention de se soustraire à la justice.

Sud-Kivu: des habitants de Kalonge fuient leurs localités. Les habitants de plusieurs villages du groupement de Kalonge se déplacent depuis le vendredi 27 mai dans la soirée vers le centre du groupement. Ces personnes vivent dans une zone occupée par des miliciens Raïa Mutomboki depuis 2012. Elles disent craindre des probables affrontements entre l'armée et cette milice.

Nord-Kivu: suspension des «mouvements suspects» des populations. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, suspend tout « mouvement suspect » des populations inconnues sur toute l'étendue de la province et dans le territoire de Beni, en particulier. Dans une note circulaire signée samedi 28 mai à Goma, il motive cette mesure par l'insécurité qui a occasionné des massacres des populations civiles dans la région.

Ituri: les députés provinciaux réclament la formation du gouvernement. Les députés provinciaux de l'Ituri réclament la formation du gouvernement de cette nouvelle province, dont le gouverneur a été élu en mars dernier. Au cours d'une conférence de presse vendredi 27 mai à Bunia, ils ont fait savoir que ce retard freinait l'émergence de leur province confrontée à de nombreux défis notamment sur plan de la sécurité et du développement.

Kongo-Central: lancement de la vaccination contre la fièvre jaune. Les habitants des neuf zones de santé du Kongo-Central frontalières avec l'Angola sont invitées à se faire vacciner pour se protéger contre la fièvre jaune. La ministre provinciale de la santé, docteur Thérèse Louise Mambu Niangi, a lancé cet appel lors du coup d'envoi de la campagne de vaccination contre la maladie jeudi 26 mai à la zone de santé de Matadi.

Sud-Kivu: validation des limites de la réserve naturelle d'Itombwe. L'atelier de restitution des travaux cartographiques dans le secteur d'Itombwe s'est clôturé vendredi 28 mai à Bukavu. Il a été question lors de ces assises de réfléchir sur les mesures d'accompagnement du processus de protection de la réserve d'Itombwe qui, de l'avis des spécialistes, court un grand danger de la part des miniers et des braconniers. Selon le président du bureau de la coordination de la société civile, Descarte Mponge, les participants ont validé les travaux de limitation de cette réserve naturelle.

RDC: 3 villages désertés en Ituri suite aux conflits fonciers. Trois localités de l'Ituri sont vidées de leurs habitants et toutes les maisons incendiées suite aux conflits fonciers qui perdurent depuis trois mois entre deux clans Tsoro et Lijoba, en chefferie de Walendu Tasti, dans le territoire de Djugu. Le dernier cas d'incendie de maisons a été déploré vendredi 27 mai à Ndrongo, selon le chef de cette collectivité. Les écoles, les marchés et les structures sanitaires sont déjà fermés dans ces entités. Les localités de Tsoro et de Lojinga ressemblent à un désert. Les habitants de Lojinga avaient commencé par incendier, il y a quelques semaines, toutes les maisons de leurs voisins de Tsoro.

Les garants de l'Accord d'Addis Abeba souhaitent une «conclusion rapide» du processus de Nairobi. Les garants de l'Accord-cadre d'Addis Abeba ont salué la tenue les 27 et 28 mai 2016 à Kinshasa d'une réunion entre le gouvernement congolais et l'ex-rébellion du M23 sur l'évaluation de la mise en œuvre des Déclarations de Nairobi, signé en décembre pour mettre fin à cette rébellion dans l'Est de la RDC. «Ils ont formulé le vœu ardent que cette rencontre soit le début d'un réengagement plus rigoureux et soutenu entre les deux parties en vue d'assurer une mise-en-œuvre intégrale des Déclarations de Nairobi et la conclusion rapide de ce processus», indique leur communiqué conjoint.

Lundi 30 mai.

RDC: l'ACAJ dénonce la détention prolongée des proches de Moïse Katumbi. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) dénonce la détention «illégal» de quatre proches de Moïse Katumbi. Arrêtées à Lubumbashi (Haut-Katanga), ces personnes sont détenues par les services de renseignement depuis leur transfèrement à Kinshasa le 25 avril dernier, indique l'ONG dans un communiqué publié dimanche 29 mai, exigeant leur déferrement sans délai devant le Parquet général de la République.

RDC : baisse de cas de choléra en Equateur. Le nombre de cas de choléra qui avait atteint le pic de 122 malades dont 25 décès à la neuvième semaine est passé à 99 cas, à la vingtième semaine, affirme lundi 30 mai le médecin chef de division provinciale de l'Equateur, Dr Munzembela.

Kinshasa: les magistrats nouvellement promus n'ont pas encore prêté serment. Une semaine après les nouvelles mises en place dans la magistrature à travers le pays, les nouveaux magistrats n'ont toujours pas prêté serment. La cérémonie prévue samedi 28 mai à Kinshasa a été renvoyée sine die suite à l'absence de magistrats du ministère public. Accompagnés de leurs membres de famille pour la circonstance, les magistrats promus sont rentrés déçus.

Lubumbashi : une ONG prend en charge le traitement gratuit de 4 enfants cardiopathes. Quatre enfants âgés de moins de cinq ans et souffrant de cardiopathie ont voyagé pour la France, dimanche 29 mai, pour subir une intervention chirurgicale appropriée dans la ville de Clermont-Ferrand en France.

Sud-Kivu : les FARDC récupèrent 4 localités contrôlées par des groupes armés à Kalehe. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont intensifié leur offensive sur l'axe Numbi-Ziralo, contre plusieurs positions de trois groupes armés qui se sont coalisés dans la partie Nord du territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Dans une déclaration faite lundi 30 mai à Radio Okapi, le commandant des opérations Sokola 2 au Sud-Kivu, le général Espérant Masudi, indique que l'armée congolaise a réussi après des combats à récupérer quatre localités jadis sous occupations de cette coalition des Raïa Mutomboki, les Nyatura et les Mai-Mai.

Equateur : la Bralima ferme son usine de production. La Bralima, l'une des principales brasseries du pays, ferme officiellement son usine de production de la bière et des boissons gazeuses à Mbandaka (Equateur). Le directeur de siège de cette compagnie l'a annoncé depuis le 26 mai dernier dans une correspondance adressée à l'autorité provinciale de l'Equateur. La Bralima évoque les raisons de vétusté de ses machines dont l'entretien coûterait pas moins de 25 millions de dollars. L'usine se transformera dans les prochains jours en un dépôt relais, indique la même source. La fermeture de l'usine considérée comme le « poumon économique de l'Equateur » met au chômage de nombreux employés.

Kalemie : une mission mixte Gouvernement, CNR et HCR sur les sites des déplacés. Une équipe mixte composée des membres du Gouvernement de la RDC, de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) et le Haut-commissariat des Nations-unies pour les réfugiés (HCR) a clôturé vendredi 27 mai dernier, sa visite sur les sites de déplacés de Kabubili et Mulange en territoire de Kalemie (Tanganyika). Cette mission avait pour objectif de sensibiliser les communautés locales à l'intégration des déplacés dans les villages d'accueil. Selon l'administrateur du HCR en charge de protection, Guening Massama, son organisme va accompagner ces personnes avec des solutions durables pour chacun selon son domaine d'activité.

Ituri : sit-in des jeunes de Bunia pour dénoncer l'insécurité. Plusieurs jeunes de la ville de Bunia en Ituri ont observé, lundi 30 mai, un sit-in devant le bureau du chef de localité de Hoho, située dans la périphérie de Bunia. Ils dénoncent la recrudescence de cas d'insécurité depuis trois semaines dans plusieurs quartiers de la ville et ses périphéries et la passivité des forces de l'ordre face à ce regain d'insécurité. 19 cas d'insécurité dont des vols armés et d'assassinats ont été recensés depuis le début du mois de mai sans que la police n'intervienne ou ne mène une enquête.

RDC : Les évêques catholiques appellent le chef de l'Etat à s'exprimer sur le processus électoral. Le chef de l'Etat devrait exprimer clairement sa position sur les violences qui accablent les populations et l'impasse du processus électoral. C'est la principale recommandation des évêques de la province ecclésiastique de Bukavu formulée samedi 28 mai, à l'issue de la session ordinaire de l'assemblée épiscopale provinciale tenue à Kindu (Maniema). Ils ont appelé les leaders politiques congolais à renoncer à la culture du mensonge pour éclairer leurs bases sur les véritables enjeux du dialogue national et les échéances électorales qui approchent. Les évêques ont également plaidé pour une rémunération juste et équitable des employés et fonctionnaires de l'Etat.

Tshopo : l'archevêché de Kisangani satisfait des résultats de son plan stratégique. L'Archevêque métropolitain de Kisangani, Mgr Marcel Utembi Tapa, s'est dit satisfait des résultats obtenus après l'exécution du plan stratégique quinquennal (2012-2016) de son archidiocèse. Lors de la présentation samedi 28 mai du rapport des activités, il s'est notamment réjoui de l'agrément par l'Etat congolais de 250 nouvelles écoles conventionnées catholiques. Mgr Marcel Utembi Tapa se réjouit de l'amélioration de l'habitat et des soins de santé primaire des fidèles grâce à la Caritas. Le prélat catholique cite aussi une cinquantaine d'écoles organisées par les parents, par les communautés chrétiennes, qui bientôt vont obtenir leur agrément. Pour le quinquennat 2016-2021, Mgr Marcel Utembi Tapa cible 23 axes, dont les plus importants seront la prise en charge matérielle et financière de l'Eglise par ses propres fidèles, la création d'une université catholique pour le compte de l'archidiocèse et la prise en compte des personnes vulnérables.

La Ceni a reçu des «indications claires» sur l'appui logistique de la Monusco. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, affirme avoir reçu des « indications claires » sur l'appui logistique de la Monusco au processus électoral.

Kasaï-Oriental: le gouverneur suspend les exonérations accordées à la SACIM. Le gouverneur du Kasaï-Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, a suspendu les exonérations accordées à la Société Anhui Congo d'Investissements miniers (SACIM), une entreprise minière qui exploite le diamant sur le site de Tshibwe, dans le territoire de Miabi. Alphonse Ngoy Kasanji a indiqué qu'en dépit de toutes les facilités qui lui sont accordées, cette entreprise ne participe pas au budget de la province. Les communautés locales n'ont bénéficié d'aucune infrastructure depuis l'implantation de SACIM sur leur sol, a-t-il affirmé. Pour un investissement de 10 millions de dollars américains, la SACIM réalise une production mensuelle qui est passée de 60 000 à 300 000 carats,

selon les responsables de la société qui projettent atteindre 1 000 000 de carats de production d'ici la fin de l'année.

Fièvre jaune: la RDC face à la pénurie de vaccins. Alors qu'une campagne de vaccination a été lancée depuis le 26 mai dans certaines zones de santé, la RDC va être confrontée à une pénurie mondiale de vaccins contre la fièvre jaune.

Mardi 31 mai.

Assemblée nationale: débat à huis clos sur l'insécurité au Nord-Kivu. Un débat sur l'insécurité au Nord-Kivu a été organisé à huis clos lundi 30 mai à l'Assemblée nationale. Les ministres de la Défense, de l'Intérieur et de l'Environnement ainsi que les responsables de l'armée, de la police et des services de renseignement ont pris part à cette séance que réclamaient les députés du Nord-Kivu. Le président du Caucus de députés du grand Nord de la province du Nord-Kivu, Jérôme Lusenge, a affirmé être partiellement satisfait que cette question soit finalement abordée au Parlement.

Nord-Kivu: la coalition Nyatura-APCLS occupe Kahira après le retrait des FARDC. Les miliciens de la coalition Nyatura-APCLS se sont installés, lundi 30 mai, à Kahira, après le retrait des FARDC de cette localité située à plus de 100 km au Nord-Ouest de Goma (Nord-Kivu), ont indiqué des sources policières. Pour se mettre à l'abri, de nombreux habitants la région prennent la fuite, selon un notable local.

Les jeunes de Nyiragongo accusent les militaires d'arrestations arbitraires. Les jeunes de Nyiragongo accusent les militaires en poste dans ce territoire de les arrêter sans motif valable. Ils imposent même des amendes sans raison, selon le président du conseil territorial de la jeunesse, Faustin Zabayo. Des accusations que l'armée rejette.

RDC: reprise du procès de 7 opposants arrêtés à Matadi. Le procès des sept membres de l'opposition politique arrêtés lundi dernier à Matadi, a repris lundi 30 mai dans la même ville. Ces opposants, détenus au camp Molayi, sont poursuivis par le parquet général du Kongo-Central pour « avoir préparé des tracts appelant la population aux soulèvements ». La défense a rejeté ces accusations. Ce procès ne se trouve qu'au niveau de la forme. Le fond n'est pas encore abordé. La défense parle d'un procès politique. Allégations rejetées par le ministère public, qui assure que les preuves et les faits de culpabilité seront établis, sans donner des détails.

RDC : la Monusco n'a pas proposé des noms au Sénat américain pour d'éventuelles sanctions. Trois sénateurs américains, Richard Durbin, Edward Markey et Christopher Murphy, ont introduit vendredi dernier une résolution au Sénat américain pour appeler le président Kabila à une passation de pouvoir démocratique en cette année et demander des sanctions ciblées contre les dirigeants et fonctionnaires congolais qui répriment les libertés publiques. Le Potentiel, l'un des quotidiens les plus lus dans la capitale de la RDC, a indiqué lundi que la Monusco a été mise à contribution pour confectionner la liste de 38 personnalités congolaises qui seraient visées par ces sanctions du Sénat américain. La Mission onusienne en RDC a catégoriquement démenti cette allégation.

Parc des Virunga: les responsables de l'ICCN primés par le Gouvernement. Le directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), Cosma Wilungula, le chef du site du Parc national des Virunga, Emmanuel De Merode, et le chef du secteur-sud de ce parc, Innocent Mburanumwe ont été primés pour leurs efforts dans la promotion de la valeur écosystémique de ce patrimoine mondial de l'UNESCO. Ils ont reçu dimanche 29 mai des mains du ministre du Tourisme les « prix de reconnaissance du Gouvernement ». Le même prix a également été décerné au chef de la collectivité de Bwisha (Ruthuru), le Mwami Ndeze Dieudonné. Selon le ministre de Tourisme, Elvis Mutiri, ce prix constitue une marque de reconnaissance du Gouvernement pour les efforts consentis par ces quatre personnalités pour améliorer le tourisme dans le parc national des Virunga.

Les prêtres de Mambasa se disent menacés de mort par des inconnus. Le Père Egide Safari, économiste de la paroisse catholique de Mambasa, a indiqué mardi 31 mai qu'un tract avait été jeté devant la porte de sa chambre mardi dernier dans lequel ses bourreaux avaient promis de le tuer s'il ne leur versait pas une somme de 500 dollars américains. Des assaillants se réclamant d'un réseau des malfaiteurs ont attaqué à la machette la semaine dernière dans l'enceinte de la paroisse, un autre prêtre qui a réussi à se sauver, a-t-il indiqué à Radio Okapi. Tout en indiquant que ces bandits leur ont donné un ultimatum qui expire mercredi 1 juin, le père Safari demande aux autorités d'assurer leur protection.

Tshopo: le gouverneur Ilongo publie le gouvernement provincial. Le gouverneur de la province de la Tshopo, Jean Ilongo Tokole, a publié mardi 31 mai son gouvernement, composé de dix ministres issus exclusivement de partis politiques membres de la Majorité présidentielle (MP). Aucune femme ne fait partie de ce gouvernement.

Jean-Pierre Bemba de nouveau devant les juges de la CPI, pour subornation de témoins. Les actes présumés de subornation de témoins de l'ex-vice-président congolais Jean-Pierre Bemba et ses avocats « montrent jusqu'où les accusés étaient disposés à aller pour cacher leur conduite illicite », a affirmé mardi l'accusation de la CPI lors du premier jour des plaidoiries dans cette affaire. Jean-Pierre Bemba, ses avocats Aimé Kilolo et Jean-Jacques Mangenda, ainsi que Fidèle Babala, un député du parti Mouvement de Libération du Congo (MLC), sont accusés d'avoir fabriqué ou présenté à la CPI des faux documents afin d'obtenir l'acquiescement de M. Bemba dans son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils auraient également, selon la procureure de la CPI, versé de l'argent à des témoins afin qu'ils donnent de faux témoignages. Un témoin de la défense, Narcisse Arido, est également poursuivi.

Nord-Kivu: des miliciens occupent les positions dégarnies par les FARDC à Bashali-Mokoto. L'administrateur adjoint du territoire de Masisi (Nord-Kivu), Sukisa Ndayambaje, plaide pour le retour des militaires FARDC dans certaines localités du groupement Bashali-Mokoto que les combattants armés Nyatura, APCLS et FDLR occupent en l'absence des soldats de l'armée loyaliste. Ces derniers sont partis en renfort des équipes déployées à Mwesso et Bukombo, affirme un porte-parole de l'armée.

RDC: les sénateurs divisés sur le dédoublement des partis politiques. La question du dédoublement des partis politiques a divisé les sénateurs au cours de la plénière du mardi 31 mai. Certains ont soutenu que le gouvernement entretient un flou sur cette question. Ce qui, selon eux, est préjudiciable à l'exercice démocratique en RDC. D'autres pensent que cette question est liée à des conflits au sein des partis politiques. Le sénateur Ngongo Luhoho se demande si le pouvoir laisserait se créer un autre parti portant le nom de PPRD, le parti présidentiel. Pour ce sénateur, les personnes qui créent des partis portant les noms des partis qui existent déjà devraient simplement créer de nouvelles formations politiques.

Shabunda: l'ONG APC organise un dialogue social pour mettre fin aux conflits. L'ONG Action pour la Paix et la Concorde (APC), avec l'appui financier de l'Ambassade suisse en RDC, organise du 31 mai au 2 juin un dialogue social sur les conflits fonciers, miniers et sécuritaires et les problèmes majeurs auxquels fait face le territoire de Shabunda (Sud Kivu). Soixante-quinze personnes prennent part à un dialogue.

Infrastructure, banque et emploi au centre de la semaine française de Kinshasa. La troisième édition de la semaine française de Kinshasa démarre mercredi 1 juin sous le thème : « L'émergence de la RDC : Opportunités d'affaires ». Au cours de cette édition, il sera notamment question des infrastructures urbaines, des banques et assurances ainsi que de l'emploi et de la formation. Organisé par la chambre de commerce et de l'industrie franco-congolaise, ce forum d'affaires qui va se clôturer le 4 juin prochain prévoit des rencontres entre opérateurs économiques ainsi que des rencontres entre demandeurs d'emplois et entrepreneurs en quête de main d'œuvre.

Maître Taureau inhumé à Kinshasa. François Ngombe Baseko, connu sous le nom de Maître Taureau, a été inhumé mardi 31 mai dans la périphérie Est de la ville de Kinshasa. Décédé le 16 mai dernier, Maître Taureau a été joueur du DCMP Imana, l'un des clubs les plus populaires en RDC, avant d'en devenir l'un des administrateurs. Il a aussi été musicien, metteur en scène et organisateurs des élections Miss Congo.